

YONNE mémoire

numéro 22 - novembre 2009 - 4€ / ISBN 11021 / ISSN1620-1299

SOMMAIRE / LE DOSSIER : S'évader par l'Espagne, un aspect méconnu de la Résistance icaunaise / pages 1 à 11, Claude Delasselle, Thierry Roblin. MÉMOIRE : La mémoire des maquis Bourgogne / pages 12 à 14, Joël Droglad. COLLOQUE : Le compte rendu du colloque de Lacaune / pages 15 à 16, Jean Rolley. LIVRES : Des voix sous la cendre, manuscrits des Sonderkommandos d'Auschwitz-Birkenau / pages 16 à 18, Bernard Dalle-Rive. Le concours national de la Résistance et de la Déportation 2010 / pages 19 à 20, Joël Droglad.

ARORY

• Association pour la Recherche sur l'Occupation et la Résistance dans l'Yonne •

[LE DOSSIER]

S'ÉVADER PAR L'ESPAGNE, UN ASPECT MECONNU DE LA RÉSISTANCE ICAUNAISE

L'évasion par l'Espagne pour rejoindre la France Libre afin de continuer le combat contre l'Allemagne nazie est un événement historique d'ampleur nationale qui a concerné des dizaines de milliers de personnes. Pourtant, encore aujourd'hui, il s'agit d'un aspect méconnu de la Résistance. La raison essentielle en est sans doute que les résistants eux-mêmes (mais aussi les historiens de la Résistance) n'ont pendant longtemps accordé que bien peu d'intérêt à ce phénomène parce que pour eux, consciemment ou inconsciemment, la seule vraie résistance était celle qui s'était accomplie sur le sol de la patrie. D'autres raisons, exposées plus en détail à la fin de cet article, contribuent également à expliquer le relatif désintérêt qui a longtemps accompagné cette question.

par Claude Delasselle et Thierry Roblin

Cette sorte de préjugé explique aussi que lorsque l'équipe d'historiens de l'ARORY a commencé son travail de recherche sur la Résistance icaunaise¹, elle a axé son travail sur les actes de résistance accomplis dans les limites du département et sur les

résistants ayant agi dans l'Yonne et a ainsi négligé (en partie seulement, car quelques témoignages de combattants dans les FFL ou de personnes ayant tenté de s'évader de France ont tout de même été recueillis et ont fourni la matière de plusieurs fiches du cédérom La Résistance dans l'Yonne publié en 2004) d'autres formes de résistance, comme celle accomplie par les personnes qui

avaient choisi de quitter l'Yonne pour s'engager dans les forces militaires luttant hors du territoire national occupé, en particulier les FFL.

Quand nous avons voulu combler cette lacune, un temps précieux s'était écoulé au cours duquel la plupart des acteurs de cette aventure avaient disparu. Ainsi de nombreuses questions sur les filières, les itinéraires, les circonstances des échecs et des réussites de ces évasions restent-elles, et resteront malheureusement sans doute à jamais sans réponse. Cependant, les témoignages oraux recueillis à temps, ajoutés à quelques rares témoignages écrits et aux études historiques plus générales qui se sont multipliées depuis peu sur cette question en permettent quand même une étude assez précise.

POURQUOI PASSER EN ESPAGNE ?

Dès l'été 1939 et jusqu'à l'été 1944, des dizaines de milliers de personnes ont franchi ou tenté de franchir la frontière franco-espagnole. Le témoignage d'un résistant icaunais, Guy Garoche, permet d'appréhender de façon concrète les motivations diverses de ces candidats à >>>

» l'évasion par l'Espagne. Dans l'ouvrage relatant son engagement et son action au sein de la Résistance icaunaise, celui-ci raconte en détail les péripéties de sa tentative pour rejoindre l'Angleterre dès juin 1940. Parti en exode depuis Cravant, en vélo, le 15 juin 1940, il traverse la France jusqu'à Sète puis, devant l'impossibilité de quitter cette ville en bateau, continue sa route le long de la côte méditerranéenne jusqu'à Cerbère. Là, abandonnant son vélo à son cousin qui l'a accompagné jusque là, il franchit, à pied, dans la nuit du 31 juillet, la frontière espagnole en passant par la montagne. Après mille péripéties et difficultés, réussissant par miracle à échapper aux patrouilles des carabiniers espagnols, il finit par atteindre Barcelone et à pénétrer, le 6 juillet, dans le consulat britannique.

À son grand étonnement, sa demande d'aide des services anglais pour rejoindre l'Angleterre dans le but d'y continuer le combat ne suscite aucun intérêt auprès de l'employée qui le reçoit : les Anglais ne s'intéressent à l'époque qu'aux sujets de sa Gracieuse Majesté, ou à la rigueur aux volontaires non britanniques présentant des compétences militaires ou professionnelles intéressantes pour la poursuite de la guerre. En désespoir de cause, il tente alors de revenir en France dans le but d'y réunir l'argent nécessaire à une nouvelle tentative de départ par le

SONT RASSEMBLÉS AUSSI À MIRANDA DES JUIFS ORIGINAIRES D'EUROPE CENTRALE VOULANT FUIR LES PERSÉCUTIONS NAZIES, DES SOLDATS ÉTRANGERS, ANGLAIS, POLONAIS ET BELGES PRINCIPALEMENT, ET ENFIN DES PRISONNIERS POLITIQUES ESPAGNOLS

Portugal, mais se fait arrêter non loin de la frontière française. Il est emprisonné d'abord à Figueras, où il retrouve d'autres compagnons d'infortune, deux jeunes Français qui comme lui voulaient rejoindre la France Libre à Londres et deux soldats britanniques, puis à la prison de Cervera, où il retrouve d'autres Français, des Belges, des Polonais, etc.,

eux aussi voulant traverser l'Espagne pour continuer le combat.

Il est ensuite transféré, le 31 août 1940, au sinistre camp pour prisonniers étrangers de Miranda de Ebro, où sont rassemblés au moins un millier de prisonniers. À côté de la quarantaine de Français « résistants », volontaires désireux de poursuivre le combat contre l'Allemagne au sein de la France libre ou des forces britanniques, il dénombre aussi un nombre à peu près égal de Français déserteurs et insoumis (des pacifistes hostiles à toute guerre par principe ou des communistes qui ont refusé de participer à cette guerre qualifiée alors d'« impérialiste » par le Parti communiste français) qui ont franchi la frontière espagnole dès 1939 pour échapper au service militaire et à la guerre. Il découvre aussi, bien plus nombreux, des membres de la pègre marseillaise ou niçoise, souteneurs, voleurs et trafiquants, soucieux eux aussi, mais pour d'autres raisons, d'échapper à la justice française. Sont rassemblés aussi à Miranda des juifs originaires d'Europe centrale voulant fuir les persécutions nazies, des soldats étrangers, anglais, polonais et belges principalement, et enfin des prisonniers politiques espagnols, opposants au franquisme².

Après plus de trois mois très durs au camp de Miranda où, comme ses co-détenus, il éprouve cruellement la faim, le froid, les poux et la gale, et où il est sou-

mis comme tous au travail forcé, il est transféré le 8 décembre 1940, en train, avec un groupe d'une cinquantaine d'autres Français jusqu'à la gare de Canfranc, à la frontière française, puis à Pau. Lui et ses camarades « résistants » sont jugés, le 17 décembre, par le tribunal de Pau, à la peine minimale prévue pour le délit de « franchissement illégal de la frontière », un mois de prison et 100 francs d'amende, puis sont libérés le 10 janvier 1941³.

À travers ce récit, on voit donc que les motifs de passage de la frontière espagnole ont été très divers : ceux qui ont tenté l'aventure n'étaient pas tous animés de la volonté de continuer le combat et bien d'autres raisons existent, dès l'été 1940, et les années suivantes.

Il y a d'abord plusieurs milliers de juifs, étrangers généralement mais aussi français à partir de l'été 1942, souvent des familles entières, hommes, femmes et enfants, qui tentent ainsi d'échapper aux persécutions nazies et à la déportation : en passant par l'Espagne, ils cherchent à atteindre l'Afrique du Nord, ou les États-Unis, ou encore la Palestine ; leur nombre augmente évidemment considérablement à partir des grandes rafles de juifs, dans l'été 1942. On trouve aussi des étrangers qui résidaient en France au début de la guerre et qui souhaitent rejoindre leur pays d'origine, et des Français juifs ou non juifs (journalistes,



Le camp de Miranda de Ebro, où sont internés ceux qui tentent de quitter clandestinement la France occupée (Dictionnaire *Les Résistants, l'histoire de ceux qui refusèrent*, Larousse, 2003.)

LE DOSSIER

intellectuels, artistes, homme politiques⁴, etc.) qui, pour échapper à l'oppression nazie et à l'idéologie vichyste, ont préféré émigrer outre-mer, aux États-Unis essentiellement, sans pour autant toujours manifester une volonté bien nette de « résistance ».

Par ailleurs, un certain nombre de candidats au passage de la frontière ne sont motivés ni par le souci de sauver leur vie ou leur indépendance intellectuelle, ni par la volonté de poursuivre le combat patriotique, mais tout simplement par leur intérêt personnel : repris de justice, malfrats en tous genres désireux d'échapper à la justice française, trafiquants (la contrebande entre la France et l'Espagne n'a jamais cessé même pendant l'Occupation), ou simplement personnes désireuses de se mettre égoïstement à l'abri des contraintes ou risques inhérents à la vie en France occupée (rationnement, réquisitions de main d'œuvre, bombardements), etc.

Mais la proportion très certainement la plus importante des candidats à l'évasion hors de France est constituée de ceux qui sont animés par la volonté de continuer, hors du territoire français, la lutte contre le nazisme. Mais cette catégorie elle-même est très diverse. De l'été 1940 à l'été 1944, des milliers de militaires anglais (et aussi canadiens, néo-zélandais, australiens, américains, etc.), des aviateurs en particulier, qui ont réussi à échapper aux forces policières allemandes et cherchent à regagner la Grande-Bretagne pour y poursuivre le combat, vont passer la frontière espagnole, acheminés par des réseaux britanniques bien organisés et disposant de moyens financiers importants. On trouve aussi des militaires belges, hollandais, polonais, etc., eux aussi déterminés à poursuivre le combat en rejoignant le sol britannique, ainsi que des militaires français (dont le capitaine Philippe de Hauteclocque, futur général Leclerc⁵), membres ou non de l'armée d'armistice de Vichy ; ces derniers seront beaucoup plus nombreux à partir de la dissolution de cette armée en novembre 1942, à la suite de l'invasion de la zone Sud de la France par les troupes allemandes.

Enfin, à côté de ces différents types de militaires, il y a les civils animés eux

aussi de la volonté de continuer la lutte armée contre le nazisme, des étrangers (Belges, Hollandais, etc.) et surtout des Français⁶. Sans doute relativement peu nombreux jusqu'à l'automne 1942, leur nombre croît brusquement à partir de novembre 1942, et surtout à partir de février 1943. En effet nombre de jeunes Français sont menacés, dès le mois de septembre 1942, par les réquisitions forcées effectuées dans le personnel des entreprises françaises pour aller travailler en Allemagne, puis surtout, à partir de février 1943, par l'instauration du STO, le Service du Travail obligatoire qui concerne tous les jeunes gens nés entre 1920 et 1923. La plupart des jeunes « réfractaires » au travail forcé se réfugient dans les campagnes, où il est bien évidemment plus facile de se cacher qu'en ville ; une partie d'entre eux rejoind-



Le général Leclerc est des premiers militaires français à rejoindre la France Libre dès l'été 1940 [cédérom *La Résistance dans l'Yonne*, ARORY-AERI, 2004]

dra les maquis qui apparaissent au cours de l'année 1943.

Mais ceux-ci sont encore bien peu nombreux en 1943, et bien mal équipés et armés. Aussi de nombreux réfractaires, soit parce qu'il n'y a pas, ou qu'ils ne connaissent pas de maquis dans leur région, soit qu'ils se méfient de leur orientation politique (dans l'Yonne les rares maquis présents en 1943 sont tous des maquis FTP), soit qu'ils jugent que l'ac-

tion de ces maquis reste trop aléatoire, faute d'armement suffisant, préfèrent essayer de rejoindre les forces de la France libre, en Afrique ou en Angleterre. Pour cela, il leur faut donc quitter la France en passant par l'Espagne. Plus tard, au printemps 1944, les maquis se multipliant et s'étoffant en hommes et en armes, les réfractaires auront davantage de possibilités de s'engager dans la lutte armée sur le territoire même de la France, et de ce fait seront moins nombreux à envisager de s'expatrier. L'exemple de Jean Page illustre ce renversement de tendance. Jeune ouvrier sénonais menacé par le STO, Jean Page veut participer à la lutte armée⁷. Pour cela, il décide de rejoindre la France Libre en utilisant la filière sénonaise Ragot-Lobry, évoquée plus loin. Après avoir échappé de justesse à l'arrestation à la frontière espagnole en février 1943, il revient dans l'Yonne où il est réquisitionné en avril 1943 pour le STO. En mars 1944, à l'occasion d'une permission, il décide de ne pas repartir, devient clandestin et trouve enfin l'occasion de combattre en intégrant au cours de l'été 1944 le maquis sénonais Kléber. Il est évident aussi que le contexte militaire international a joué un rôle important. Ainsi le mouvement d'évasion s'accroît après le débarquement américain de novembre 1942, la campagne de Tunisie et l'avènement du général Giraud sur cette partie de l'Empire, rejoint six mois plus tard par le général de Gaulle. Ces événements ont permis aux Français jusque là hésitants de comprendre que le combat libérateur était enfin possible à partir d'une zone éloignée de France mais française. C'est donc à partir de novembre 1942 où, à la suite du débarquement américain en Afrique du Nord, la zone Sud est occupée et l'armée d'armistice dissoute, et où se met d'autre part en place la politique de transfert de main d'œuvre vers l'Allemagne, que les tentatives de passage de la frontière espagnole connaissent une très nette recrudescence, surtout de février à l'automne 1943.

COMMENT PASSER EN ESPAGNE ?

Rejoindre l'Afrique du Nord ou l'Angleterre en passant par l'Espagne n'est pas chose aisée (notons que certains évadés ont pu >>>

>> rejoindre directement l'Angleterre par bateau, avant que les Allemands n'atteignent la côte basque : c'est le cas par exemple de Daniel Cordier, qui deviendra par la suite le secrétaire de Jean Moulin, et d'une vingtaine de jeunes volontaires qui parviennent à s'embarquer avec lui sur un cargo à Bayonne en juin 1940). Il faut d'abord trouver un réseau, une organisation spécialisée dans ce genre d'opération qui se chargera de prendre en main le candidat à l'évasion, de lui indiquer les itinéraires, les relais, les passeurs, les dangers à éviter et les imprudences à ne pas commettre. Il faut aussi de l'argent car les passeurs se font généralement payer, il faut se nourrir pendant toute la durée du voyage, en France comme en Espagne, prévoir l'hébergement en Espagne, les pourboires éventuellement nécessaires pour obtenir une aide de personnes réticentes ou intéressées, etc.

On peut bien sûr tenter l'aventure en comptant sur la chance pour trouver sur place, au pied des Pyrénées, une filière locale et un passeur. C'est ce que fait Gabriel Guidamour, un jeune Icaunais⁸. Fin 1942 ou tout début 1943, il fait partie d'un petit groupe de jeunes de la région d'Auxerre qui tentent l'aventure pour échapper au travail forcé en Allemagne. Conseillés par un cafetier d'Auxerre (peut-être René Schaeffer, le résistant auxerrois propriétaire du café « La Grappe d'or » à Auxerre), ils vont à Nevers. Là, au café Charles, on leur indique un passeur de Saint-Pierre-le-Moutier capable de leur faire passer la ligne de démarcation⁹. Hélas, le passeur est arrêté et le petit groupe renonce et fait demi-tour, à l'exception de Gabriel Guidamour qui décide de poursuivre l'aventure, tout seul et en dehors de tout réseau. Une personne l'ayant renseigné sur l'endroit et le moment favorable pour passer la ligne de démarcation, il franchit sans encombre un pont sur l'Allier mais il est arrêté de l'autre côté par des gendarmes français. Profitant d'un relâchement de leur surveillance, il s'enfuit de la gendarmerie et prend le train jusqu'à Montluçon puis Toulouse. Là, au café de la Gare, il lie conversation avec un petit groupe de personnes qui ont vite compris sa situation et son but et lui indiquent une filière à suivre pour passer la frontière. Obéissant

aux instructions données, il se rend en train à Perpignan et contacte le passeur du réseau. Après lui avoir versé la somme de 500 francs¹⁰, il monte dans le train qui part de Perpignan en direction de l'Espagne, en compagnie de quatre autres jeunes gens dont il découvrira après son arrestation qu'il s'agit d'aviateurs alliés, deux Anglais, un Canadien et un Américain. Malheureusement ils sont arrêtés dans le train par des policiers allemands en civil, transférés à Banyuls puis à Perpignan, et enfin ramenés à

IL FAUT D'ABORD TROUVER UN RÉSEAU, UNE ORGANISATION SPÉCIALISÉE DANS CE GENRE D'OPÉRATION QUI SE CHARGERA DE PRENDRE EN MAIN LE CANDIDAT À L'ÉVASION.

Paris sous bonne escorte. Pour lui, ce sera ensuite le camp de Royallieu près de Compiègne, puis la déportation à Mauthausen puis à Dora, d'où il reviendra finalement.

Cet exemple n'est pas exceptionnel : les réseaux qui s'occupaient du passage de la frontière avaient des équipes chargées de repérer, dans les halls des gares ou les cafés proches, les candidats à l'évasion à l'arrivée du train dans les grandes villes du pied des Pyrénées, Toulouse, Pau, Tarbes, Perpignan, Bayonne, et de les guider. Cependant, la plupart du temps, les candidats à l'évasion étaient pris en charge dès leur départ par un des réseaux fonctionnant dans leur région.

Les travaux de l'historienne Émilienne Eychenne, qui a consacré une grande partie de sa vie à l'étude du passage clandestin de la frontière espagnole pendant l'Occupation¹¹, lui ont permis d'identifier une soixantaine de réseaux pratiquant l'aide au passage clandestin de la frontière espagnole. Cependant beaucoup de ces réseaux n'ont eu qu'une existence éphémère, beaucoup se sont mélangés, leurs membres ont pu appartenir à plusieurs réseaux différents, dont ils ignoraient souvent le nom, ce qui rend leur étude exhaustive difficile sinon impossible. On connaît bien les réseaux anglais, comme le réseau Pat O'Leary, dépendants de l'Intelligence Service, très tôt et

bien organisés, qui se chargent surtout du passage de militaires alliés (aviateurs abattus au-dessus du sol français, soldats évadés de camps de prisonniers de guerre en Allemagne), mais aussi de ressortissants belges et polonais. Plusieurs réseaux belges sont également très actifs, le plus connu étant le réseau Comète, animé par Andrée de Jongh et financé par les services anglais, qui fait passer par le Pays basque de très nombreux aviateurs alliés, mais aussi des civils, belges ou français. Il existe aussi des réseaux polonais, comme le réseau F2, des réseaux hollandais et enfin des réseaux français, certains dépendant du BCRA¹², donc gaullistes et pratiquant le passage en Espagne pour acheminer des recrues en Angleterre enrôlées au sein de la France libre, d'autres d'obédience giraudiste¹³ recrutant des volontaires pour l'armée d'Afrique du Nord.

Pour le candidat à l'évasion, le fait d'avoir pu trouver un réseau dès avant son départ et de se laisser guider par lui ne constitue cependant pas une assurance absolue de réussir dans son entreprise, car les difficultés et les risques sont grands. Si arriver jusqu'à une grande ville du Midi, Bordeaux ou Toulouse, en train ou en autocar, ne présente pas de difficultés majeures, les contrôles sont plus nombreux et plus sévères ensuite dans les trains conduisant vers les villes situées au pied des Pyrénées, et les policiers chargés de ces contrôles repèrent facilement les candidats à l'évasion.

Ici, deux périodes doivent être distinguées très nettement. Avant la mi-novembre 1942, quand existe encore la zone Sud non occupée, la surveillance de la frontière est assurée par des douaniers, des gendarmes et des policiers français. Les douaniers s'intéressent surtout aux contrebandiers et les gendarmes et policiers n'arrêtent que rarement les personnes qui tentent de franchir la frontière, considérant qu'il ne peut y avoir d'arrestation à titre préventif d'un délit (le franchissement illégal de la frontière) encore non accompli¹⁴. Par contre ce sont les gendarmes ou les policiers français qui se saisissent à la frontière des personnes qui ont été arrêtées en Espagne et en sont expulsées. De 1940 à novembre 1942, les peines encourues

LE DOSSIER

sont relativement minimales : le franchissement illégal de la frontière est puni d'une peine d'emprisonnement allant de un mois à un an de prison, et d'une amende de 100 à 1 000 francs. Mais avec l'instauration du STO par la loi du 16 février 1943, les consignes de surveillance de la frontière se durcissent et les gendarmes français arrêtent les jeunes gens qu'ils soupçonnent d'être des « réfractaires » : la règle est alors, après un court séjour en prison, d'envoyer ces réfractaires en Allemagne comme travailleurs forcés¹⁵. Par contre, à partir de l'été 1943, il semble que beaucoup de gendarmes français aient relâché volontairement leur surveillance, et certains préviennent même les candidats à l'évasion de la présence des patrouilles allemandes.



Les bergers français et espagnols, grâce à leur connaissance de la montagne pyrénéenne, sont une aide précieuse pour les candidats à l'évasion [Dictionnaire *Les Résistants, l'Histoire de ceux qui refusèrent*, Larousse, 2003.]

En effet, depuis novembre 1942, le danger principal ne provient pas de la police française mais des Allemands eux-mêmes. Avant cette date, même si des policiers allemands en civil surveillaient déjà la frontière, en zone Sud française comme en Espagne, se plaignant de l'inefficacité de la police française à démanteler les réseaux d'évasion ou l'accusant même de complaisance envers les candidats au passage en Espagne, ils ne pouvaient officiellement pas intervenir pour

arrêter ceux-ci. Mais dès que les Allemands occupent la zone Sud de la France, à partir de la mi-novembre 1942, ils s'installent sur la frontière pyrénéenne et prennent en main sa surveillance, conjointement avec les policiers et gendarmes français qui restent en place. Sans être très nombreux (moins de 2 000 hommes au total selon Émilienne Eychenne, échelonnés le long des 450 km de la frontière, plus de 3 000 selon Robert Belot), ce qui exclut qu'ils puissent contrôler tous les nombreux cols ou points de passage isolés de la frontière, ils exercent une surveillance beaucoup plus stricte des villes situées au pied des Pyrénées, contrôlent les gares et les arrêts de bus, patrouillent dans les vallées et surtout dans la montagne, à partir

de refuges ou de cabanes situées près des cols. Aux douaniers, souvent autrichiens et bavares et généralement assez âgés de la Zollgrenschütz s'ajoutent des Feldgendarmes, des membres de la Sicherheitspolizei (SIPO) ou de la Gestapo, qui recherchent les passeurs ou les candidats à l'évasion, qui espionnent les cafés ou les hôtels des localités proches de la frontière ou agissent sur dénonciation. Sont particulièrement dangereux les agents allemands ou français

déguisés en civil qui se font passer pour des candidats au passage, pour entrer en contact avec les membres des filières et ensuite les dénoncer.

À partir de l'hiver 1942-1943, non seulement la surveillance de la frontière espagnole est beaucoup plus stricte qu'auparavant, mais surtout les conséquences de l'arrestation sont devenues infiniment plus graves : si le candidat à l'évasion est arrêté par des Français, il est envoyé en Allemagne au titre du STO, mais si l'arrestation est faite par les Allemands c'est le pire qui l'attend, c'est-à-dire le transfert vers une prison, puis le camp de Compiègne, et la déportation dans un camp de concentration en Allemagne. À ce risque considérable s'ajoutent les difficultés du passage de la frontière dans une région montagneuse. Les modestes montagnes du Pays basque, à

SI LE CANDIDAT À L'ÉVASION EST ARRÊTÉ PAR DES FRANÇAIS, IL EST ENVOYÉ EN ALLEMAGNE AU TITRE DU STO.

l'extrémité ouest de la chaîne, ou celles de la région de Cerdère, à son extrémité est, n'offrent pas de difficultés ni de dangers objectifs bien considérables : mais ce sont bien sûr les points de passage les plus surveillés, de même que les cols franchis par une route, comme le col de Roncevaux ou celui du Somport. Aussi les candidats à l'évasion et les filières qui les prenaient en charge pouvaient-ils se laisser tenter par les zones plus centrales de la chaîne, plus difficiles à franchir, surtout en hiver, mais beaucoup moins surveillées. Or si la majorité des candidats à l'évasion sont jeunes, beaucoup n'ont aucune expérience de la montagne, de ses difficultés et de ses dangers, n'ont souvent pas l'équipement adéquat (chaussures de marche, vêtements chauds et imperméables) et ne sont pas entraînés à affronter des marches à allure forcée pendant de longues heures. Ils risquent donc de faire prendre du retard à la caravane (les passeurs prennent en général une ou deux dizaines de candidats à la fois), ce qui peut avoir des conséquences dramatiques. Les passeurs, qui sont pour la plupart des ber- >>>

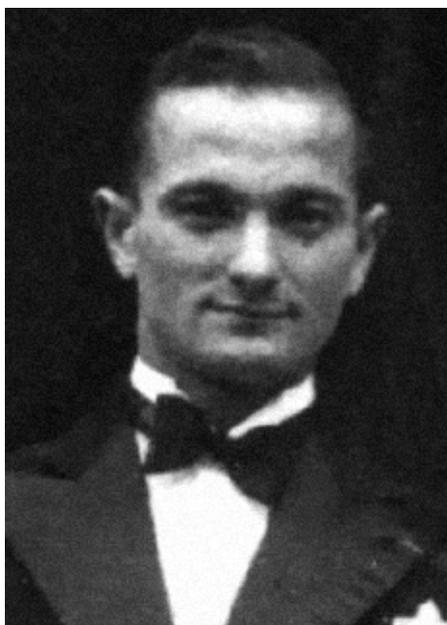
>> gers, connaissant bien la montagne et souvent aussi contrebandiers, font marcher de nuit. S'il arrive qu'un groupe soit retardé par des traîneurs et que la frontière ne soit pas atteinte avant la levée du jour, les fugitifs sont alors exposés à être repérés (surtout si la montagne est enneigée) par les patrouilles de douaniers ou par un des petits avions de reconnaissance utilisés par les Allemands, et à être arrêtés avant de pouvoir basculer du côté espagnol.

C'est ce qui est arrivé le 13 juin 1943 à deux Icaunais, Jean Rieg et Jean Carestia. Jean et Roger Rieg, deux jeunes auxerrois, avaient décidé à l'insu de leurs parents de tenter de passer en Espagne, en compagnie de deux de leurs amis de Coulanges-la-Vineuse, Jean Carestia et Julien Vignaud. Sur un renseignement donné par l'épicier de Coulanges-la-Vineuse, ils arrivent à Pamiers et sont pris en charge par une filière qui les conduit, le 12 juin, en voiture jusqu'au pied de la chaîne. Là ils retrouvent quatorze autres volontaires et sont conduits par un berger du coin, Jean Bénazet, qui a déjà réussi à faire passer plusieurs dizaines de personnes par le col d'Agnes puis celui de Montescourbas, culminant à 2444 m : cela représente 18 heures de marche, de nuit essentiellement.

Très vite le groupe prend du retard sur l'horaire prévu car plusieurs jeunes sont très mal chaussés et rapidement épuisés. Au petit matin du 13 juin, le jour pointe alors que le col est encore loin : le guide décide alors de cacher les jeunes, répartis en trois groupes, au milieu des rochers, et d'attendre la nuit suivante pour poursuivre la marche. Mais vers 7 h du matin, deux douaniers allemands surgissent au-dessus d'eux et les mettent en joue : les hommes de deux des groupes sont capturés¹⁶, ramenés à Aulus puis à Saint-Girons, interrogés et frappés, puis transférés à la prison de Toulouse et enfin à Compiègne¹⁷. Mais les douaniers n'ont pas aperçu le troisième groupe, caché sous un rocher : Roger Rieg, Julien Vignaud et leurs quatre camarades font silence et attendent l'après-midi avant de se décider à redescendre dans la vallée. Trempés par un violent orage et affamés, ils se réfugient dans une grange où ils sont découverts par un autre berger,

Gabriel Souquet ; celui-ci les ravitaille et les emmène le lendemain près du col de Guillou, d'où ils atteignent la frontière puis redescendent en Espagne¹⁸.

Au risque de se faire arrêter ou tirer dessus par une patrouille s'ajoutent les dangers de la montagne : ignorance des lieux, difficulté à se repérer dans le brouillard, fréquent dans les Pyrénées, orages violents en été, risque de chutes dans les pentes et les ravins, risque de se noyer en traversant un torrent ou une rivière, comme la Bidassoa au Pays basque. Les risques sont encore beaucoup plus grands en hiver : des dizaines de candidats à l'évasion ont été emportés par des



Julien Vignaud, un des évadés icaunais par l'Espagne [cédérom La Résistance dans l'Yonne, ARORY-AERI, 2004]

avalanches, ou sont morts de froid ou d'épuisement dans la neige. Il est arrivé aussi que des passeurs peu scrupuleux abandonnent leurs clients en pleine montagne, en leur indiquant vaguement le chemin à suivre : beaucoup se sont alors égarés et sont redescendus du côté français, croyant être en Espagne, ou sont tombés sur des patrouilles.

Face à ces risques objectifs, on comprend que les itinéraires situés dans les zones montagneuses moins élevées, aux deux extrémités de la chaîne, en particulier dans le Pays basque, aient été finalement les plus fréquentés, malgré la surveillance beaucoup plus serrée qui y sévissait.

QUE SAIT-ON DES ICAUNAIS QUI ONT TENTÉ L'AVENTURE DU PASSAGE EN ESPAGNE ?

Il faut dire tout de suite que si on connaît de façon précise¹⁹ les Icaunais arrêtés lors de leur tentative de franchissement de la frontière espagnole et ensuite déportés, on ne sait pas si d'autres Icaunais candidats au passage ont été arrêtés par des gendarmes français et envoyés au STO en Allemagne pour ce fait, et surtout on ignore le nombre d'Icaunais qui ont réussi le passage. Pour ceux-ci, à l'exception des quelques cas dont nous avons pu avoir connaissance, aucune source et aucune étude ne nous permet d'en connaître l'identité et le nombre.

Pour l'ensemble de ces tentatives de passage en Espagne (la plupart par la frontière pyrénéenne, un petit nombre par la mer), il n'y a pas non plus de statistique certaine : la Confédération nationale des Anciens combattants évadés de France et des internés en Espagne estime que le nombre de personnes qui auraient réussi à passer en Espagne entre 1940 et 1944 serait de 30 à 35 000 personnes, qu'environ 5 000 candidats à l'évasion auraient été arrêtés et environ 2 000 seraient morts lors de leur tentative, ou sur le sol espagnol (maladies, accidents, etc.). Émilienne Eychenne choisit prudemment une fourchette très large, entre 15 000 et 50 000. Robert Belot, à la lueur de nouvelles archives, estime quant à lui qu'il y a eu environ 30 000 tentatives, dont 23 000 ont réussi²⁰. Cette estimation approximative de trois réussites pour quatre tentatives est-elle applicable aux Icaunais qui ont tenté cette aventure ? Rien ne permet de l'affirmer car on ne connaît que ceux qui ont été arrêtés et déportés, 52 exactement, et nous n'avons pu recenser qu'une dizaine de personnes ayant réussi à franchir la frontière²¹.

Qui sont ces 52 Icaunais qui ont été arrêtés en tentant de passer en Espagne et déportés pour ce fait ? Première remarque, il s'agit uniquement d'hommes, essentiellement jeunes : 47, c'est-à-dire 90 % du total, sont nés entre 1919 et 1927 ; pour les quatre cas plus âgés (on ne connaît pas l'âge d'un des déportés), les dates de naissance s'échelonnent entre 1899 et 1916. On voit donc que c'est bien la menace du STO (34 sur 52 appartiennent aux classes 1920 à 1923, visées par la loi de

LE DOSSIER

février 1943) qui est la cause principale immédiate de ces tentatives d'évasion hors de France²², ce qui n'exclut pas bien sûr pour la plupart la volonté de continuer le combat hors du territoire français.

On ne connaît l'origine géographique que des deux tiers environ : sur ces 33 cas, 23 sont originaires de Sens (ou de villages des environs, Malay-le-Grand, Passy), ce qui confirme l'existence d'une ou plusieurs filières d'évasion fonctionnant dans cette ville. Les dix autres cas connus proviennent d'Auxerre et de différentes localités du département : Coulanges-la-Vineuse, Aillant-sur-Tholon, Joigny, Saint-Florentin, Saint-Sauveur-en-Puisaye, Tonnerre.

On possède aussi des renseignements sur la profession ou le statut social de presque tous (49 sur 52). Quelques groupes émergent de l'émiettement des professions : d'abord un groupe constitué de quatre garçons bouchers et de quatre « écharneurs » (personnes séparant la chair des peaux des animaux abattus, à l'abattoir sans doute), tous de Sens ;

IL EST DONC PROBABLE QUE LE PAYS BASQUE ÉTAIT BIEN LA ZONE DE PASSAGE PRÉFÉRENTIELLE DES RÉSEAUX ICAUNAIS.

ensuite des ouvriers d'usine (6), presque tous de Sens également, des employés (5), des ouvriers agricoles (5 également), des représentants de différents métiers du bâtiment et de l'artisanat (9 : plombiers, maçons, peintre en bâtiment, etc.), des professions liées au commerce et à la fabrication ou à la vente de vêtements (8 : boulangers, tailleur, pelletiers, etc.) ; six personnes de métiers divers, un géomètre (un aide sans doute, vu son âge), deux typographes, un dessinateur industriel, etc., et enfin deux étudiants.

Ce qui frappe dans cet inventaire, c'est le fait qu'il s'agisse surtout de jeunes exerçant des métiers manuels, des ouvriers, des commis, et qu'on n'y trouve que très peu d'étudiants. On a nettement l'impression qu'il s'agit surtout de personnes de condition modeste, et non de jeunes issus de milieux sociaux plus favorisés.

On sait de façon précise quand et où la plupart d'entre eux (45, soit 86 % du total) ont été arrêtés, ou du moins la ville où ils ont été transférés immédiatement après

leur arrestation et interrogés par les services de répression allemands (pour les sept cas restants, on ne connaît que la mention « arrêté à la frontière espagnole »). En tenant compte de ces sept derniers cas indéterminés, on constate qu'au moins 32 de ces personnes (presque les deux tiers) ont été arrêtées dans les Pyrénées-Atlantiques, huit au moins dans les Pyrénées-Orientales, le reste se trouvant dispersé dans l'Ariège (3), dans les Hautes-Pyrénées (1) et enfin à Chalon-sur-Saône (1). Cela correspond en gros à ce que l'on sait de l'ensemble des passages de la frontière espagnole : la plupart des tentatives ont eu lieu aux extrémités de la chaîne pyrénéenne, beaucoup plus faciles d'accès et moins périlleuses (tout du moins du point de vue physique) à franchir.

Il est donc probable que le Pays basque était bien la zone de passage préférentielle des réseaux icaunais : à côté de Saint-Jean-Pied-de-Port (18 arrestations rien que pour cette petite ville), on trouve une localité voisine, Saint-Étienne-de-

Baïgorry (4 arrestations), et des villes situées plus près de la côte, Bayonne (4 arrestations), Biarritz (1), Hendaye (1), etc. Mais, en l'absence de renseignements plus précis sur ces réseaux, il faut tout de même rester prudent : il est impossible de savoir si cette prédominance des Pyrénées-Atlantiques reflète vraiment un flux supérieur aux autres départements. Le démantèlement brutal, en février 1943, de la filière passant par Saint-Jean-Pied-de-Port n'aurait-elle pas, en augmentant massivement le nombre des arrestations dans ce département, faussé la perspective ? Rien ne prouve en effet, faute de témoignages recueillis auprès de personnes ayant réussi le passage, que le nombre ni le lieu des arrestations soient exactement représentatifs du nombre et du lieu de l'ensemble des tentatives.

Pour la chronologie des arrestations, les choses sont claires : toutes ont eu lieu en 1943²³, de janvier à septembre, mais le fait le plus marquant est que la majorité

(30 sur 50 dates connues, c'est-à-dire 60 %) se situent au mois de février. Il s'agit d'une véritable hécatombe qui a lieu essentiellement dans les Pyrénées-Atlantiques, et surtout à Saint-Jean-Pied-de-Port : 18 jeunes Icaunais sont arrêtés là entre le 2 et le 22 février, auxquels on peut sans doute ajouter les quatre arrêtés à quelques km de là, à Saint-Étienne-de-Baïgorry, et cinq autres arrêtés en divers endroits de ce département, eux aussi en février. Le démantèlement brutal de la filière passant par les Pyrénées-Atlantiques s'est traduit par l'arrestation de presque 30 personnes, plus de la moitié de notre effectif de déportés pour tentative de franchissement de la frontière espagnole. Conséquence semble-t-il logique de ce désastre, la quasi-totalité des autres arrestations (19 sur 20) ont lieu de mars à septembre 1943, et dans d'autres régions (Pyrénées-Orientales surtout), alors qu'il n'y a pratiquement plus d'arrestations (à part trois en mars à Bayonne) dans les Pyrénées-Atlantiques : la filière par le Pays basque démantelée n'a semble-t-il pas été reconstituée ou remplacée par une autre.

Que sont devenus ensuite ces déportés ? Sur 51 cas connus (car on ignore le sort d'un de ces déportés), la plupart (33 sur 51) ont été envoyés au camp de Sachsenhausen, 14 ont été envoyés à Buchenwald, trois à Mauthausen et un seul à Dachau. Or on constate que 35 (c'est-à-dire 68%) sont revenus de déportation, ce qui est une surprise, car ce pourcentage de survie est nettement supérieur à celui de l'ensemble des déportés icaunais (52 % de survivants seulement²⁴). Le pourcentage de survivants parmi ceux qui ont été d'abord envoyés à Sachsenhausen atteint même 79% (26 sur 33), alors que sur les 14 déportés envoyés d'abord à Buchenwald, la moitié sont décédés (mais presque tous à Dora, dont on connaît l'effroyable réputation). Le sort des 18 jeunes arrêtés à Saint-Jean-Pied-de-Port en février 1943 est encore plus surprenant : 16 ont survécu, dont 14 sur les 15 envoyés à Sachsenhausen²⁵ et deux sur les trois envoyés à Buchenwald, ce qui fait un pourcentage de survie de 88 %.

Comment expliquer ce taux de survie exceptionnel comparé à celui des autres >>>



André Ragot, photo prise au camp de Dachau [cédérom *La Résistance dans l'Yonne*, ARORY-AERI, 2004]

>> types de déportés²⁶? Faut-il supposer que le délit de tentative de passer en Espagne était considéré par les autorités occupantes comme moins grave que des actes de résistance nettement caractérisés, et aurait entraîné un traitement moins brutal envers cette catégorie de déportés que celui infligé à l'ensemble des déportés ? On pourrait bien sûr aussi invoquer la jeu-

LE NOMBRE IMPORTANT DE JEUNES SÉNONAIS ARRÊTÉS À LA FRONTIÈRE ESPAGNOLE EN FÉVRIER 1943 EST LA PREUVE DE L'EXISTENCE D'UNE OU PLUSIEURS FILIÈRES DANS LE NORD DU DÉPARTEMENT.

nesse de la plupart des déportés pour tentative de passage en Espagne, qui aurait pu les aider à survivre, mais il faut remarquer que la plupart sont partis en déportation dès le printemps ou l'été 1943, donc que leur séjour en camp de concentration a duré deux ans ou presque, ce qui est très long. Seuls des témoignages précis de ces déportés sur leurs conditions de vie dans le camp de Sachsenhausen auraient pu

peut-être permettre d'éclaircir cette énigme, mais ces témoignages manquent, hélas.

QUE SAIT-ON DES FILIÈRES D'ÉVASION AYANT FONCTIONNÉ DANS L'YONNE ?

Le nombre important de jeunes Sénonais arrêtés à la frontière espagnole en février 1943 est la preuve de l'existence d'une ou plusieurs filières dans le nord du département. Il ne nous est cependant pas possible d'identifier avec certitude les organisations dont elles pourraient dépendre.

Le docteur Ragot et l'infirmière Cécile Lobry, exerçant tous deux à Sens, semblent au cœur de cette activité. Tous les deux affirment avoir été affiliés au réseau Jean-Marie Buckmaster²⁷; toutefois dans notre département nous ne connaissons pas d'activité d'évasion liée à ce réseau. Ont-ils agi avec une antenne du réseau implantée dans un département voisin, peut-être par l'intermédiaire d'un membre de la filière, Alfred Prieur, dont on sait qu'il a multiplié les contacts avec de nombreuses organisations, dont une antenne Buckmaster implantée dans le Loiret ?

Si l'origine de cette filière comporte enco-

re de larges zones d'ombre, il nous est possible, grâce aux maigres indications données par le docteur Ragot, d'évoquer son fonctionnement. Chaque candidat à l'évasion passait un entretien (ainsi Ragot affirme-t-il en avoir refusé certains, jugés peu fiables). Ceux qui étaient retenus prenaient le train pour le Pays basque, direction Bayonne puis Saint-Jean-Pied-de-Port, où ils contactaient l'épicier Ferrara. Ils se rendaient ensuite à pied à Saint-Jean-le-Vieux, village proche de Saint-Jean-Pied-de-Port, où ils devaient entrer à l'auberge Hragueny et demander le passeur, un nommé Béota, chargé de leur faire traverser la frontière. L'itinéraire suivi ensuite, celui de la plupart des passeurs de la région, était très probablement celui d'Arnéguy, à 8 km seulement de Saint-Jean-Pied-de-Port. À Arnéguy, ou à Ondarolle, un peu plus loin, il suffisait de franchir un petit torrent pour se retrouver en Espagne, à Valcarlos, sur la route du col de Roncevaux puis de Pampelune²⁸.

Mais en février 1943 la filière est démantelée. Comme l'écrit Alfred Prieur, « *le 6 février 1943 la frontière d'Espagne s'est fermée, et durant les huit à dix jours qu'il nous a fallu pour le savoir et arrêter cette filière, beaucoup de jeunes Sénonais furent arrêtés et ensuite déportés* ». La Gestapo, bien aidée par le sous-préfet de Sens Stéphane Leuret, exploite la dénonciation faite par deux jeunes femmes qui avaient été arrêtées en Espagne et refoulées et parvient ainsi à remonter jusqu'aux responsables de la filière : Cécile Lobry est arrêtée le 24 mars et André Ragot le 2 juillet.

Il semble qu'une autre filière d'évasion sénonaise ait fonctionné, animée par le docteur sénonais Jean de Larebeyrette, qui était responsable d'une organisation gaulliste nommée Vélite-Thermopyles : une attestation d'appartenance au réseau Vélite-Thermopyles délivrée en 1949 par de Larebeyrette à Robert Babillon (un des jeunes arrêtés à Saint-Jean-Pied-de-Port) affirme que M. Ruelle, imprimeur à Sens « *était un de nos agents locaux à Sens* » et « *travaillait avec M. Alexandre Clotaire à l'envoi pour l'Espagne de patriotes désirant s'engager dans les FFL* ». Tous ces résistants sénonais se connaissaient sans doute, cer-

tains ayant le même âge, et même s'il n'est pas possible, en l'état actuel de notre documentation, de démêler l'écheveau de leurs relations, on peut supposer que des solidarités se sont créées et ont permis à ces filières de fonctionner en étroite collaboration, peut-être même au point de ne former qu'une seule entité. En dehors de ces filières sénonaises, nous avons vu par l'exemple de Gabriel Guidamour et des frères Rieg qu'il existait sans doute dans l'Auxerrois une ou plusieurs filières, mais qui nous restent presque totalement inconnues.

Il faut enfin rappeler l'existence de filières s'occupant essentiellement de rapatrier en Angleterre des aviateurs alliés abattus au-dessus du territoire français et qui ont fonctionné, de façon plus ou moins éphémère, dans l'Yonne. La plus précoce est celle qui agit à la fois à Troyes et à Auxerre, dès l'été 1942, sous l'égide du mouvement de résistance Ceux de la Libération : malheureusement ses membres sont arrêtés dès septembre 1942 et la filière est démantelée²⁹. D'autres ont fonctionné dans l'Yonne en 1943 : la filière sénonaise déjà citée, affiliée au réseau Vélite-Thermopyles et animée par Jean de Larebeyrette et Catherine Janot³⁰, et une filière du réseau Bordeaux-Loupiac fonctionnant dans l'été 1943 dans le Jovinien³¹.

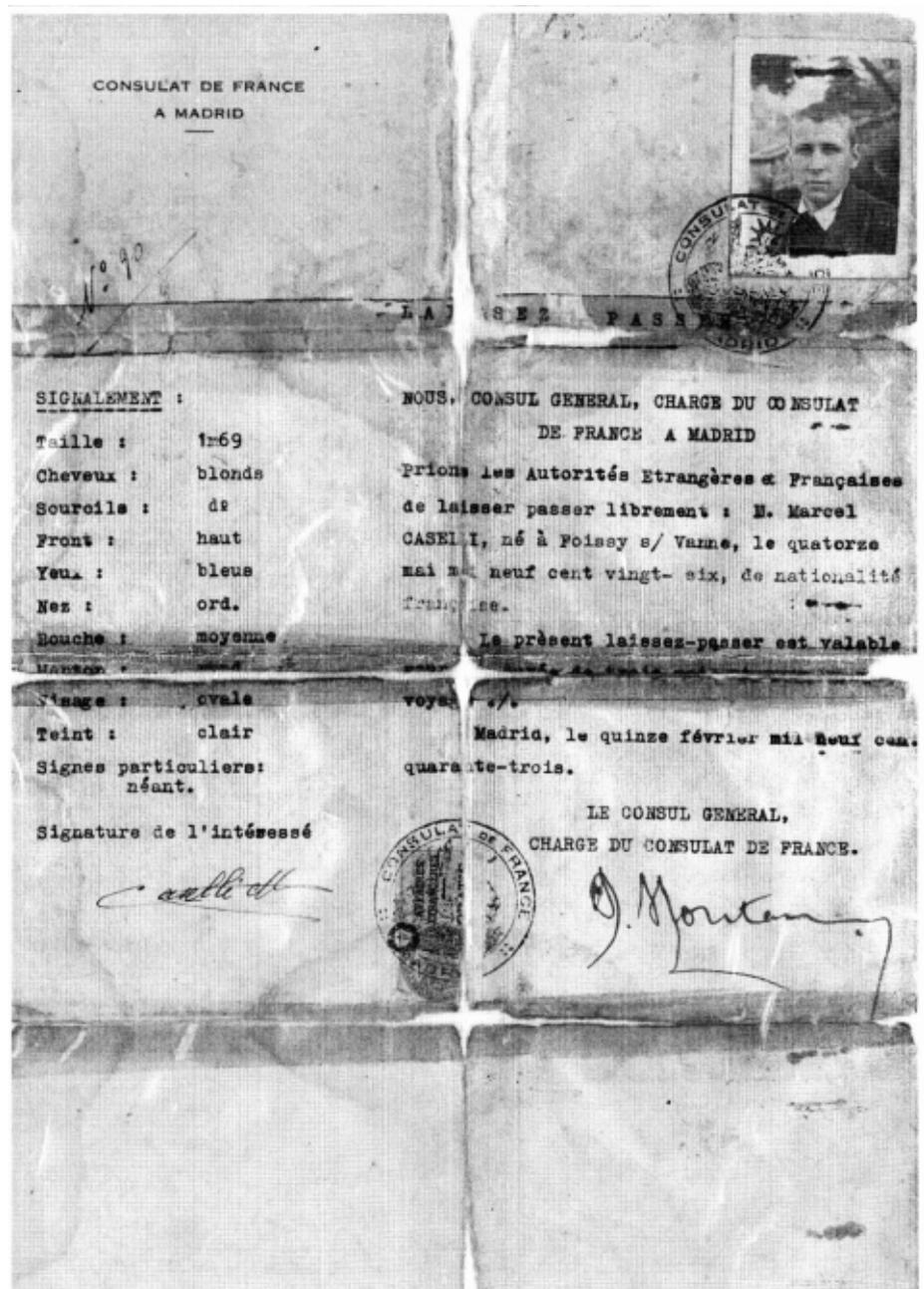
QUE SONT DEVENUS CEUX QUI ONT RÉUSSI LE PASSAGE ?

Le franchissement de la frontière franco-espagnole par les évadés venus de France ne signifiait pas la fin des risques ni des souffrances. N'oublions pas que l'Espagne franquiste, pays non belligérant certes mais proche de l'Allemagne, était loin de constituer un pays accueillant envers ces clandestins, surtout de 1940 à 1942. La plupart des évadés n'ont pu éviter d'être arrêtés par les carabinieri espagnols, qui les dépouillaient en général de leur argent. Après avoir séjourné plusieurs mois, dans des conditions très difficiles, dans les prisons du gouvernement franquiste, à Barcelone ou à Pampelune, puis dans des camps d'internement comme Miranda del Ebro, ou pire encore, celui de Totana en Murcie, ces réfugiés ont été expulsés, jusqu'à la fin de l'année 1942, vers la France.

Cependant, à partir de 1943, la situation des évadés s'est améliorée rapidement. Les Alliés, conscients de l'avantage à tirer des futurs combattants que sont la plupart des évadés, font pression sur le gouvernement espagnol afin que celui-ci adopte une neutralité plus équilibrée. Ne manquant pas d'arguments économiques envers une Espagne très pauvre, ils conditionnent leurs livraisons de blé et de phosphates à la libération rapide des

évadés. Ainsi la Croix Rouge française peut négocier directement avec Franco le départ des évadés en Afrique du Nord. En février 1943, un premier convoi part vers Casablanca depuis Algésiras. Il sera suivi de plusieurs dizaines d'autres, dont certains partent du Portugal.

Sur les 23 000 évadés de France recensés, 20 800 ont rejoint l'Afrique française ou (en moins grand nombre) l'Angleterre, et environ 19 000 se sont engagés dans



Laissez-passer délivré le 15 février 1943 par le consulat de France à Madrid au nom de Marcel Caselli (archives privées de la famille Caselli).

» l'armée française en refondation en Afrique et les unités FFL. Leur contribution à la guerre fut importante, ces hommes ont participé à la reconquête de l'Europe, de la campagne d'Italie à la prise de Strasbourg, en passant par l'île d'Elbe, la Corse et la Provence. Comme un symbole, c'est un évadé de France qui a hissé le drapeau tout en haut de la flèche de la cathédrale de Strasbourg en novembre 1944, réalisant ainsi le serment de Koufra³².

LES ÉVADÉS DE FRANCE : LES RAISONS DE L'OUBLI

L'aventure des évadés de France constitue un véritable événement historique, ne serait-ce que par son ampleur (plusieurs dizaines de milliers de candidats à l'évasion, sans oublier les milliers de civils qui ont joué un rôle dans les filières de passage, et l'ont souvent payé de leur vie). Pourtant ce phénomène n'a guère fait parler de lui autrement que sous la forme des revendications des anciens évadés qui réclamaient une reconnaissance légale. Ces derniers ont dû attendre 1951 pour obtenir le statut d'interné-résistant et le premier monument à la mémoire des évadés déportés ne date que de 1994. Pour Robert Belot, cet oubli a plusieurs explications.

Tout d'abord, il y a l'image très négative qui s'est attachée après la guerre à l'Espagne de Franco, pays mis au ban de la société des nations démocratiques. Il était difficile de reconnaître, comme l'a fait pourtant Churchill en personne, que cette Espagne-là avait pu rendre un grand service, même intéressé, à la cause des Alliés, en ne refoulant pas les réfugiés à partir de 1943 et, après un temps d'incarcération variable, en les laissant finalement repartir vers l'Afrique du Nord. Les anciens évadés ne pouvaient échapper à une question insidieuse : pourquoi avaient-ils choisi comme étape vers la liberté un pays né sous les auspices compromettants d'une collusion avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste³³?

Ensuite le deuxième facteur tient à des considérations purement franco-françaises et relève d'enjeux de mémoire. Comme nous l'avons dit en introduction, les résistants de « l'intérieur », au moins

jusqu'en 1943, ont toujours considéré qu'il convenait plutôt de lutter sur le territoire national, d'où leurs réticences vis-à-vis des Français Libres et le peu de cas qu'ils firent ensuite des évadés de France. Du côté des gaullistes, on a aussi soupçonné les évadés de choisir prioritairement l'Afrique du Nord pour servir le général Giraud, rival du général de Gaulle. Enfin, le troisième facteur tient aux modalités mêmes de l'évasion et à ceux qui l'ont organisée en Espagne. L'évasion est un acte purement individuel. Or ces itinéraires individuels n'ont pas réussi à provoquer un imaginaire collectif, malgré la création dès 1944 d'une « Union des Éva-

L'ÉVASION EST UN ACTE PUREMENT INDIVIDUEL. OR CES ITINÉRAIRES INDIVIDUELS N'ONT PAS RÉUSSI À PROVOQUER UN IMAGINAIRE COLLECTIF.

dés » de France à Alger. En outre, ceux qui ont créé une sorte d'ambassade dissidente en Espagne pour venir au secours des évadés n'étaient pas des figures qui pouvaient rassembler. C'est le cas de l'ex-attaché militaire de l'ambassade de France à Madrid, le colonel Pierre Malaise³⁴, et surtout de l'homme qui négociait pour eux avec Franco, Mgr Boyer-Mas. Ce dernier, camérier du Pape, appelé à Burgos par Pétain quand il y était ambassadeur, passé progressivement du pétainisme au giraudisme, puis au gaullisme, ne pouvait être un emblème pour les résistants.

Pour conclure, nous espérons que ce travail contribuera, en remettant en lumière cet aspect oublié mais très intéressant de la résistance icaunaise, de réparer l'injustice mémorielle qui a touché ses acteurs, et surtout qu'il permettra de faire émerger de nouveaux témoignages, inconnus de nous jusqu'alors, émanant soit d'acteurs de cette aventure, soit de leurs familles, comme cela a déjà été le cas au cours des recherches qui ont nourri cet article. ■■■

Notes

[1] Garoche Guy, *Bille en tête*, éd. Pinson, Les Sables-d'Olonne, 1992.

[2] Créé en 1937 par le gouvernement de Franco afin d'y interner les Républicains espagnols et les membres des Brigades Internationales, le camp de Miranda, qualifié de camp de concentration tant les conditions de vie y étaient effroyables, a été fermé en 1947, après avoir accueilli au total plus de 50 000 détenus.

[3] Guy Garoche raconte ensuite son séjour dans des chantiers de jeunesse du midi de la France, puis sa réintégration dans l'enseignement (il est instituteur), et enfin son entrée et son parcours dans la résistance icaunaise, à partir du printemps 1944, au sein d'un groupe FTP, la compagnie Colbert, puis comme recruteur.

[4] Parmi eux, des gens célèbres comme Jean Gabin, René Clair, André Maurois, Fernand Léger, André Breton, et bien d'autres...

[5] Prisonnier dans l'Aube lors des combats de juin 1940, blessé, il est transféré à l'hôpital d'Avallon d'où il s'évade le 19 juin, grâce à la complicité des religieuses. Il se réfugie dans le château familial d'Étaules près d'Avallon puis se décide à rejoindre Londres. Après un périple mouvementé, il réussit à gagner Madrid le 12 juillet, puis Lisbonne où il arrive dans la soirée du 17 juillet. Le soir même, il embarque sur le Saint-Hilary et vogue vers Londres où, devenu le capitaine Leclerc, il rencontre De Gaulle le 25 juillet.

[6] Les motivations de ces civils peuvent être multiples : c'est le cas du célèbre humoriste Pierre Dac, qui déteste les Allemands et l'esprit de la Révolution nationale et souhaite se mettre au service de la propagande radiodiffusée de la France libre à Londres ; mais son origine juive (son vrai nom est André Isaac) est aussi une raison supplémentaire de vouloir quitter la France occupée. Ce n'est qu'après deux tentatives de passage de la frontière et de longs mois d'incarcération dans les prisons espagnoles qu'il réussira à gagner Londres, via le Portugal et Alger, en octobre 1943, et qu'il pourra enfin mettre son talent et sa notoriété au service de l'émission quotidienne de la BBC, « Les Français parlent aux Français ».

[7] Témoignage de Jean Page, recueilli en 2008.

[8] Témoignage de Gabriel Guidamour, recueilli en juin 2009.

[9] Après l'invasion de la zone Sud à la mi-novembre 1942 par les Allemands, la ligne de démarcation séparant zone Nord et zone Sud n'a pas totalement disparu, même si les contrôles semblent avoir été nettement allégés.

[10] Les tarifs exigés par les passeurs sont très variables : certains sont payés par les réseaux qui les emploient et n'exigent rien de leurs « clients » ; 500 francs est un tarif plutôt faible (rappelons qu'un ouvrier gagnait à cette époque entre 1 000 et 1 500 francs par mois), le tarif moyen se situant aux environs de 10 000 francs ; certains passeurs peu scrupuleux, ou ayant repéré des clients riches, exigeaient parfois beaucoup plus, jusqu'à 30 000 francs, ou réclamaient d'être payés en bijoux.

[11] Eychenne Émilienne, *Montagnards de la liberté (Ariège et Haute-Garonne)*, éd. Milan, Toulouse, 1984 ; *Les Portes de la liberté (Pyrénées-*

Orientales], éd. Privat, Toulouse, 1985 ; Les Fougères de la liberté (Pyrénées-Atlantiques), éd. Fournié, Toulouse, 1987 ; Les Pyrénées de la liberté (vue d'ensemble), éd. Privat, Toulouse, 1998. Ces ouvrages, ainsi que la thèse de Robert Belot, *Les frontières de la liberté*, éd. Fayard, 1998 ont largement inspiré le contenu de cet article.

[12] Bureau central de Renseignement et d'Action, dépendant de la France libre.

[13] Le général Henri Giraud, prisonnier de guerre, a réussi à s'évader de la forteresse de Königstein en avril 1942, et a gagné l'Afrique du Nord après le débarquement des forces américaines au début novembre 1942 ; après l'assassinat de Darlan, il est choisi le 26 décembre 1942 par les Américains comme commandant en chef civil et militaire en Afrique du Nord, et se pose en rival du général de Gaulle.

[14] Mais Émilienne Eychenne note que les gendarmes français font plus strictement leur métier lorsqu'il s'agit de juifs, surtout à partir de l'été 1942 et des premières rafles massives de juifs.

[15] Les gendarmes des départements pyrénéens font d'autant plus de zèle dans la chasse aux réfractaires qui tentent de passer la frontière que ceux-ci sont comptés dans les quotas de travailleurs en Allemagne attribués à chacun de ces départements, ce qui évite à de nombreux jeunes gens de la région d'y être envoyés.

[16] Quatre hommes, dont le passeur, réussirent à s'échapper pendant la descente (voir Suzel et Olivier Nadouze, *Les Passeurs. 1943 : Une épopée tragique*, éd. Lacour, Nîmes, 2000).

[17] Jean Rieg et Jean Carestia sont déportés à Buchenwald le 2 septembre 1943 ; Jean Rieg, transféré à Dora réussira à survivre et sera finalement libéré ; Jean Carestia, évacué du camp de Laura, fit partie des 1016 déportés brûlés vifs par les SS dans une grange à Gardelegen, le 13 avril 1945.

[18] Après un séjour de plusieurs mois en prison, ils embarquent en octobre 1943 à Malaga pour Casablanca et sont incorporés dans les FFL ; puis ils partent par bateau en janvier 1944 pour l'Angleterre, où ils sont affectés dans une unité d'avions bombardiers : Roger Rieg est affecté au sol, Julien Vignaud devient radio-mitrailleur et participera à 7 missions contre les bases de V2 (témoignage de Julien Vignaud, recueilli en 2001).

[19] Sur les déportés icaunais, se reporter au chapitre 13 du livre édité par l'ARORY : *Un département dans la guerre 1939-1945, Occupation, Collaboration et Résistance dans l'Yonne*, éd. Tirésias, Paris, 2007.

[20] Émilienne Eychenne, *Les Pyrénées de la liberté*, p. 288 à 292. Robert Belot, ouvrage cité, présente aussi des chiffres émanant des douanes allemandes : de novembre 1942 au 31 août 1943, 8 000 personnes auraient réussi à passer la frontière espagnole et 5 100 auraient été arrêtées, ce qui donnerait un pourcentage d'échec de 40 % environ. Mais comment les douanes allemandes auraient-elles pu connaître le nombre de personnes ayant réussi, alors qu'elles n'avaient pas pu les empêcher faute de les avoir repérées ? D'autre part on peut penser que les services des douanes allemandes avaient intérêt à minimiser le nombre des

passages réussis, pour faire croire en leur efficacité...

[21] Il s'agit de Guy Garoche, Roger Rieg et Julien Vignaud, déjà mentionnés, de Catherine et Raymond Janot, et de quatre joviens, Marcel Caselli, Jean Depesme et les frères André et Jean Martin, qui ont franchi la frontière espagnole près de Biarritz le 13 décembre 1942.

[22] Émilienne Eychenne considère qu'en 1943, les deux tiers des tentatives d'évasion sont faites par des jeunes des classes d'âge menacées par le STO, ce qui correspond à ce que l'on sait pour les Icaunais arrêtés.

[23] Pour l'ensemble des tentatives d'évasion par les Pyrénées, Émilienne Eychenne estime que 67 % ont eu lieu en 1943. La différence avec notre statistique s'explique sans doute par le fait que nous ne connaissons pour l'Yonne que les échecs, suivis d'arrestations, et non l'ensemble des tentatives.

[24] Se reporter au chapitre 13 du livre de l'ARORY déjà cité, *Un département dans la guerre...*

[25] Il faut préciser que la plupart de ces déportés ont été ensuite transférés dans d'autres camps ou Kommandos et que peu (six au total) n'ont connu qu'un seul camp.

[26] *Le Livre-Mémorial des déportés de France arrêtés par mesure de répression...*, éd. Tirésias, 4 tomes, 2004, estime à 50 % le pourcentage de mortalité des personnes ayant été envoyées dans le camp d'Oranienburg-Sachsenhausen.

[26] Les deux résistants ont publié leurs souvenirs de déportation : Cécile Lobry, déportée dans diverses prisons allemandes puis à Ravensbrück a raconté son parcours dans un article paru dans *L'Éclair de l'Yonne* en avril 1945. André Ragot, déporté au Struthof puis à Dachau, a raconté son expérience concentrationnaire dans le livre intitulé N.N. (Nuit et Brouillard), publié aux éditions Coopéd en 1946.

[27] Gisèle Lougarot, *Dans l'ombre des passeurs*, éd. Elkar, 2004.

[29] Sur les six personnes arrêtées à Auxerre, quatre (Gabrielle et René Chanteloze, Charlotte Cretton et Lucien Aubel) mourront en déportation, deux seulement (Marie-Louise Chamoy et Marcel Delaplace) reviendront des camps.

[30] Jean de Larebeyrette est arrêté le 17 juin 1943 ; déporté au Struthof puis à Dachau, où il retrouve le docteur Ragot, il reviendra de déportation ; Catherine Janot réussit à échapper à l'arrestation et passe avec son mari, Raymond Janot, en Espagne, en avril 1944, grâce au réseau Bourgogne : tous deux gagneront le Maroc puis l'Algérie et s'engageront dans les forces gaullistes.

[31] Cette dernière filière ne s'occupe que du rapatriement d'aviateurs alliés, et selon un cheminement différent (par Paris puis la Bretagne). Sur tous ces réseaux et leurs filières icaunaises, consulter le cédérom *La Résistance dans l'Yonne* édité par l'ARORY en 2004.

[32] Le 2 mars 1941, à la suite d'une des premières victoires militaires des FFL en Lybie, la prise de l'oasis de Koufra, le colonel Leclerc fait prêter à ses hommes le serment suivant : « *Jurez de ne déposer les armes que lorsque nos couleurs, nos belles couleurs, flotteront sur la cathédrale de Strasbourg.* »

[33] Pourquoi ne pas avoir choisi plutôt la Suisse,

dont la réputation n'était pas entachée de sympathies envers le fascisme ? Il semble que certains des Icaunais décidés à tenter l'aventure aient envisagé (et peut-être réussi...) le passage par la Suisse : c'est le cas des frères Rieg, qui ont dû cependant y renoncer et ont opté ensuite pour l'Espagne. Il faut faire remarquer que si le SR suisse a réellement aidé la Résistance française, par exemple en acceptant de transmettre du courrier, et était au courant de passages clandestins, la politique officielle du gouvernement suisse était l'expulsion des clandestins et ces consignes de rigueur ont été appliquées généralement de façon stricte. Par ailleurs, à partir de novembre 1942, la frontière franco-suisse était gardée du côté français par les Allemands, comme l'était la frontière franco-espagnole (voir, à propos de l'attitude de la Suisse envers la Résistance française, le livre récent de Robert Belot, *L'Affaire suisse*, A. Colin, 2009).

[34] Pierre Malaise est resté contre toute raison un giraudiste absolu qui croyait aux Américains : condamné à mort par Vichy, puis par le pouvoir gaulliste, il « disparut » à la Libération.

LA MÉMOIRE DES MAQUIS BOURGOGNE

par Joël Drogland

Les villages de Dixmont et des Bordes (distants de quatre kilomètres) ont vécu le samedi 9 et le dimanche 10 mai 2009 dans le souvenir des maquis Bourgoigne. 70 personnes au moins, édiles municipaux en tête ont participé aux inaugurations de plaques rappelant l'implantation des maquis et leurs combats, une centaine de personnes ont suivi les deux conférences replaçant ces événements dans le contexte plus large du pays d'Othe sous l'Occupation.

Une initiative de Jean-Luc Prieur soutenue par les deux municipalités

Jean-Luc Prieur est le petit-fils d'Alfred Prieur, résistant sénonais arrêté en octobre 1943 et déporté. Très attaché au souvenir de son grand père, passionné par l'histoire de la Résistance, collectionneur il a créé en 1995 une association (AMMRYN devenue AMMRY : Association pour un musée mémorial de la Résistance de l'Yonne) dont il admet qu'elle « *végète au niveau administratif* » car il consacre toutes ses « *forces et disponibilités dans les actions mémorielles* ». Outre l'organisation de nombreuses expositions, il a été à l'origine de la pose de plaques ou de la réalisation de stèles et monuments qui matérialisent dans le nord de l'Yonne le souvenir des résistants et des aviateurs alliés : monument dit « *Mémorial RAF* » à Villebougis en 2000, création et inauguration d'une plaque commémorative des combats de la libération de Sens au collège Montpezat en 2002, participation à la création du mémorial de Saint-Agnan en 2004, création du mémorial de Moulin Râteau à Saint-Martin sur Oreuse en 2004, initiative du mémorial Henri Pickford (RAF) à Saint-Maurice-aux Riches Hommes (réalisé par « *Les Amis de la Chapelle* » en 2005), réalisation d'une nouvelle plaque



Inauguration de la route du maquis Bourgoigne. De droite à gauche : F. Grebot, maire des Bordes, M. Cousin, ancien maquisard, G. Chicouet, résistant sénonais (DR)

Gaston Charuet à Malay-le-Grand et d'une nouvelle plaque à la stèle Paul Bert à Véron en 2007. Depuis plusieurs années il proposait en

70 personnes au moins, édiles municipaux en tête ont participé aux inaugurations de plaques rappelant l'implantation des maquis et leurs combats.

vain au maire des Bordes de baptiser la route qui longe le bois des Finettes au bord de laquelle se trouve la stèle à la mémoire de maquisards tués dans les jours qui sui-

virent l'attaque du maquis Bourgoigne en août 1944 et qui est fleurie chaque mois de mai au cours d'une cérémonie organisée par l'ANACR du Sénonais.

François Grebot, élu maire du village en 2008 se montra beaucoup plus réceptif et se dit immédiatement résolu à faire aboutir le projet. Mais à moins de s'en tenir à une appellation très vague, il fallait préciser de quel maquis on parlait et sortir des Bordes pour gagner Dixmont compte tenu de la mobilité des maquis en 1944. Madame

Gomes, maire de Dixmont, informée et sollicitée par Jean-Luc Prieur décidait sans hésiter de s'associer à l'opération.

Deux maquis pour un seul nom : « Bourgogne »

Début janvier 1944 Henri Mittay, son frère, son épouse, un ami et son épouse s'installaient chez les époux Préau au hameau de Villefroide sur la commune des Bordes. C'était le noyau fondateur d'un maquis que Robert Loffroy, recruteur régional des FTP allait baptiser du nom de « Bourgogne » et dont il exigea qu'il s'installe dans les bois des Rayons à proximité du hameau de la Grange-aux-Malades. Commandé d'une main ferme par Henri Mittay, soutenu par la famille Solmon, le maquis s'étoffa au début du printemps et réalisa quelques sabotages. Repéré et donc menacé, le maquis se vit imposer un ordre de déplacement de la part de l'état-major FTP. Mittay refusa ; il partit avec ses proches dans la région de Fournaudin tandis que ses maquisards obéissant à l'ordre qu'ils avaient reçu s'installaient dans les bois du Chapitre (ou plus exactement dans les bois de Chalonge) sur la commune de Dixmont. Ils y furent attaqués par les Allemands le 15 mai 1944 et les maquisards se dispersèrent.

En avril 1944 un autre maquis fondé par Louis Priault, cultivateur et marchand de

Si la figure de Mittay est souvent héroïsée, il arrive que l'image du maquis « Bourgogne » (Service national maquis 6) soit négative : ici l'image noire du maquis parfois s'impose.

bestiaux à Dixmont avait été créé dans la vallée des Fourches entre les Bordes et Dixmont et avait été intégré dans le Service national maquis qui lui avait attribué le numéro 6. Fin mai 1944 ce maquis se déplaça et vint s'installer dans les bois des Rayons, sur l'emplacement qui avait été celui du maquis de Mittay quelques mois plus tôt. Quelques rescapés du maquis Bourgogne vinrent d'ailleurs s'y réfugier pour continuer la lutte. Quand ils apprirent la mort de Mittay le 24 mai 1944, ils proposèrent que le Maquis 6 reprenne le nom de maquis Bourgogne, ce qui fut accepté. Il y eut donc deux maquis Bourgogne, l'un fut un maquis FTP et l'autre un maquis du Service national

maquis, dont tous les autres maquis étaient en Puisaye.

Le maquis Bourgogne fut attaqué le 3 août 1944 et dut se disperser. La ferme de la famille Solmon qui était toute proche fut incendiée ; M. Solmon et son fils furent arrêtés. Dans les deux semaines qui suivirent la répression qui s'abattit sur la région fut intense et une douzaine de maquisards furent tués.

Le poids de la mémoire

La personnalité et la jeunesse d'Henri Mittay, sa mort spectaculaire dans des conditions troubles qui demeurent mal élucidées, l'attaque du maquis, la répression qui s'en est suivie sont autant de réalités qui sont restées profondément inscrites dans la mémoire locale. C'est une évidence qui s'impose pour qui prend le temps de poser des questions et de réaliser des entretiens. On se rend alors vite compte que les avis sont partagés sur « le maquis » et les maquisards. Si la figure de Mittay est souvent héroïsée, il arrive que l'image du maquis « Bourgogne » (Service national maquis 6) soit négative : ici l'image noire du maquis parfois s'impose. Ainsi Madame Solmon insiste-t-elle sur le peu de discrétion, les continuels déplacements, les dures réquisitions du maquis dont elle précise fermement que sa famille ne l'aidait pas et subissait au contraire sa présence qui lui apporta la ruine.

Image encore noircie par une épuration extra judiciaire qui dans la région fut parfois violente. Ainsi le massacre de la ferme de la Montagne est resté enfoui dans les mémoires. Quelques anciens maquisards du second maquis Bourgogne dirigés par Button, qui en avait été un des cadres massacrèrent toute une famille accusée de collaboration dans d'horribles conditions ; il fallut bien constater qu'il s'agissait de vengeance privée et Button fut condamné aux travaux forcés par le tribunal militaire de Lyon.

Il allait falloir tenir compte de cette histoire un peu complexe et de cette mémoire un peu lourde pour commémorer sans provoquer, pour honorer sans tricher avec ce que l'on sait de la réalité. Jean-Luc Prieur demanda à l'ARORY de bien vouloir partici-

per au projet dans son domaine de compétence : celui de l'histoire que nous nous efforçons d'écrire dans le respect de ses méthodes, sans prétendre détenir une infaillible vérité évidemment. L'objectif étant que les habitants participent aux commémorations et enrichissent leur connaissance des événements qui se sont déroulés en forêt d'Othe pendant la Seconde Guerre mondiale

Les Bordes et Dixmont, deux villages de la forêt d'Othe

Le village des Bordes compte 492 habitants et celui de Dixmont 896. La population de chacun des deux villages se répartit entre le bourg et une douzaine de hameaux.

La Résistance en forêt d'Othe répond à quelques caractéristiques spécifiques : la présence de nombreux petits maquis mobiles intégrés à l'organisation des FTP qui disparaissent avant le Débarquement, l'implantation de deux gros maquis de combat durant l'été (2^e compagnie FTP Rouget de Lisle et maquis Bourgogne), existence d'un dense réseau de résistants sédentaires, individus, famille, groupes de sabotage qui sont le soutien logistique de ces maquis. Pour toutes ses raisons, dans beaucoup de familles de cette région l'histoire de la Résistance ne laisse pas insensible, d'autant plus que la structure par âge révèle que de nombreux habitants ont vécu la période de l'Occupation : 68 habitants des Bordes, soit près de 15% ont plus de 70 ans

Pour d'autres habitants cependant ces questions n'ont pas le même intérêt : ceux que l'on appelle aujourd'hui les « rurbains » qui se sont installés là pour des raisons sociales, économiques ou géographiques : le cadre rural, la proximité relative des Paris par l'autoroute, le faible coût du foncier qui permet l'accession à la propriété d'une maison individuelle. La plupart ne cherchent pas à s'intégrer à la vie du village, à dynamiser son tissu associatif et bien sûr à s'intéresser à son histoire. Ici se trouve sans doute la limite majeure à ce qui me semble avoir été une commémoration réussie.

Une commémoration réussie

C'était une impression assez générale dimanche 10 mai au soir. Impression >>>

>> confortée par les conversations qu'ont eues François Grebot et George Ribeill avec des habitants dans le mois qui a suivi. Essayons de l'appuyer sur quelques faits. Les deux maquis ont été simultanément honorés dans le respect de leur spécificité historique.

Le dimanche matin à Dixmont, dans les bois du Chapitre une route a été baptisée du nom d'André Dussault, maquisard de Villeneuve-sur-Yonne tué dans l'attaque du maquis le 15 mai 1944. Une stèle existait déjà au bord de la route et était fleurie chaque année par les membres de l'ANACR du Sénonais. Trois cents mètres à l'intérieur du bois une borne a été découverte récemment au lieu exact de l'implantation du maquis. Un sentier partant de la route a été aménagé par la municipalité de Dixmont. Les participants l'ont emprunté et une évocation de l'attaque du maquis a été faite sur place par Jean-Louis Paquet qui s'est appuyé sur le témoignage de Fernand Ricco qui n'avait pu être présent. Le dimanche après-midi deux routes ont été baptisées sur la commune des Bordes ; l'une porte le nom du maquis FTP Bourgogne et l'autre celui du maquis Bourgogne (Service national maquis 6). Elles partent du même endroit et se séparent pour gagner l'une le hameau de Villefroide, l'autre celui du Clos Aubry, tous les deux étroitement associés à l'histoire des maquis.

Les cérémonies ont été suivies par une assistance notable

Le temps était gris et pluvieux. 70 personnes au moins ont cependant participé à toutes les inaugurations : anciens résistants et porte drapeaux de l'ANACR, habitants des villages, membres des familles de maquisards.

Les élus locaux étaient évidemment présents. Le vendredi matin au vernissage de l'exposition organisée à Dixmont par Jean-Luc Prieur avec la participation de l'ARORY, Marie-Louise Fort, députée de la circonscription était présente ainsi que Jean-Luc Dauphin, vice-président du conseil général et Bernard Pernuit, Maire adjoint aux affaires culturelles dans la municipalité sénonaise.

La conférence organisée le samedi soir dans l'ancien lavoir des Bordes (un cadre charmant) a été suivie par une centaine

de personnes attentives et curieuses venues des villages environnants et de plus loin (Auxerrois, Aillantais, Puisaye)

Les élèves de l'école primaire ont été associés.

François Grebot y tenait beaucoup et il est parvenu à me décider à aller répondre à leurs questions. Deux séances ont été organisées à l'école des Bordes pour les élèves des deux villages car l'organisation de l'école se fait sur les deux communes entre lesquelles les classes sont réparties. Les institutrices avec lesquelles j'avais pris contact avaient effectué un travail préparatoire indispensable. Pour les plus petits, ce fut peu profitable dans la mesure où ils n'ont pas encore acquis de repères temporels. Par contre les élèves du cours moyen se sont montrés très curieux, attentifs et intéressés et on peut espérer qu'ils auront déclenché dans les familles un intérêt et des discussions pour les événements liés à la guerre et à l'occupation ! L'histoire et la mémoire ont été associées. Par définition les commémorations sont affaire de mémoire. Ceux qui y participent le font pour rendre hommage à l'un des leurs ou pour défendre un message ; ils se souviennent ensemble, partagent des émotions. Par contre les historiens, du moins dans l'exercice de leur métier, prennent du recul par rapport à l'événement, imposent la pratique de méthodes qui permettent la critique : ils sont plus dans le registre de la raison que dans celui de l'émotion.

Ceux qui avaient vécu les événements se sont exprimés et ont pu être entendus. Grande fut l'émotion à l'écoute d'un ancien maquisard du second maquis Bourgogne qui nous raconta l'attaque telle qu'il l'avait vécue ; il en alla de même quand Madame Solmon revécut pour nous devant les ruines de la ferme sa destruction par des grenades incendiaires le 3 août 1944.

L'opposition n'est cependant pas absolue et il est facile de constater qu'il y a une demande de mise en perspective historique de la part de ceux qui participent aux commémorations. La défense des valeurs et le message affirmant des principes demeure indispensable mais le besoin d'histoire est ressenti.

Les organisateurs avaient pris en compte cette exigence. Des explications historiques simples ont été fournies sur les

lieux des cérémonies et une conférence a été organisée. Dans un premier temps Georges Ribeill a présenté les grands traits de la vie quotidienne à Dixmont et aux Bordes sous l'Occupation ; dans un second temps j'ai montré quels étaient les caractéristiques des maquis de la forêt d'Othe, permettant de replacer à une autre échelle l'histoire des maquis Bourgogne. Le public s'est montré très intéressé comme en ont témoigné les nombreuses questions qui ont longtemps prolongé la séance.

Ces commémorations n'ont pas épuisé le projet global porté par Jean-Luc Prieur et François Grebot. L'année 2010 devrait voir se concrétiser un second volet : inauguration d'une plaque au hameau du Clos Aubry rappelant la présence en ce lieu du PC du National maquis 6 et d'une infirmerie de campagne, ainsi que sa destruction par les troupes ennemies dans les jours qui suivirent l'attaque du maquis ; création d'un sentier de randonnée pédestre assurant la liaison entre les différents lieux qui furent ceux de l'histoire des maquis Bourgogne. ■■■

Le colloque de Lacaune

par Jean Rolley

Les 12 et 13 septembre 2009 a eu lieu à Lacaune un colloque sur le thème La Shoah dans les départements français, déportation, sauvetage, survie.

La ville de Lacaune, dans le Tarn, a été un des nombreux lieux où des juifs furent assignés à résidence par le régime de Vichy ; les rafles en août 1942 et février 1943 ont abouti à la déportation de 119 juifs. L'association Les amitiés judéo-lacau-naises, encouragée par la mairie de Lacaune, s'est donné comme objectif, dans un travail de mémoire, d'encourager des travaux de recherche sur la persécution des juifs, et organise des colloques en relation étroite avec l'université de Toulouse Le Mirail ; celui-ci était le cinquième. L'ARORY a été contactée par le maître d'œuvre de ces rencontres, qui avait vu notre site, et avait connaissance de nos travaux. Je me suis chargé de présenter le travail fait, ayant moi-même réalisé le chapitre 7 de notre livre, intitulé « La persécution contre les juifs », et ayant continué à travailler sur cette question depuis.

Ce colloque, suivi par un assez grand nombre de personnes (de 70 à 170), était chargé. 21 communications ont été présentées, d'une durée d'une demi-heure chacune. Dans un premier temps, il y eut quelques interventions générales, dont celle de Serge Klarsfeld qui rappela les raisons de colloque, et surtout celle de Jacques Semelin, qui posa les questions de fond. En particulier, il insista beaucoup sur le travail à faire pour comprendre la réalité de la persécution dans la France de 1940 à 1944 ; en effet, la France est un des pays d'Europe où les juifs ont été le plus épargnés, environ les trois quarts (point sur lequel a insisté depuis longtemps Serge Klarsfeld). Jacques Semelin pense qu'il y a beaucoup de travail à faire pour

essayer d'expliquer cette situation, en particulier en allant « sur le terrain », c'est à dire en regardant les situations concrètes, là où une aide a été apportée, là où des juifs ont été sauvés. Il a insisté sur le fait que le cas des Justes n'est pas la seule réponse à la question du sauvetage, et remarqué qu'il ne faudrait pas oublier la « débrouillardise » des juifs eux-mêmes, entre autres.

L'essentiel des communications a traité de départements ou de régions : du sud, avec la région de Marseille, les Bouches-du-Rhône, l'Hérault, le Lot-et-Garonne, le Tarn, le Gers et la Corrèze ; puis de l'Ouest avec les 5 départements de Normandie, les 4 départements bretons (en y incluant la Loire atlantique, et la Sarthe ; puis du Centre avec une partie du Massif Central, et un ensemble comprenant le Cher, le Loir-et-Cher, l'Indre, l'Indre-et-Loire et le Loiret ; enfin de l'Est avec la Haute-Savoie et l'Yonne. Il faut

Durant son intervention, Serge Klarsfeld insista beaucoup sur le travail à faire pour comprendre la réalité de la persécution dans la France de 1940 à 1944.

ajouter une communication faite par un doctorant sur les archives permettant de faire l'histoire « locale » de la déportation des juifs de France. Ce fut un colloque lourd, qui m'a laissé en partie sur ma faim. Surtout qu'aucun temps n'était prévu pour la discussion, soit pour des questions de l'assistance, soit pour la confrontation entre les intervenants ; aucune tentative de synthèse n'a été présentée, alors qu'il était possible de faire apparaître les questions soulevées, et les manques.

Il est apparu en effet qu'il y avait des éléments intéressants à noter. D'abord, qu'après le travail fait au plan national, il était désormais nécessaire de regarder les choses de plus près, les propos de Jacques Semelin furent confirmés par ces deux jours de travaux. Les réalités sont en effet très diverses d'une région, d'un département, à l'autre. Par exemple la Haute-Savoie a une longue frontière avec la Suisse, ce qui modifie complètement les données. Il y a des cas où la proximité de la ligne de démarcation a des effets sur la présence juive, et la répression. L'Yonne se trouvait dans la situation « banale » de la zone occupée, et de fait dans une situation différente de la plupart des départements présentés. De la même façon, les juifs n'étaient pas dans la même situation en zone nord qu'en zone sud où ils avaient fui, croyant à la tranquillité. Ils n'avaient pas à affronter, au moins jusqu'à novembre 1942, les mêmes autorités, mais le régime de Vichy, très actif à la fois pour mettre en pratique sa politique d'exclusion, et affirmer sa « souveraineté » ; ce dernier a participé de façon plus visible qu'en zone nord à la mise en œuvre de la solution finale.

Dans presque tous les cas les préfetures ont été les acteurs essentiels de la

mise en œuvre de la solution finale, décidée et exécutée par les Allemands. Et par conséquent le cadre départemental apparaît très adapté à l'étude de la persécution des juifs. Il faut d'ailleurs noter que la politique d'aryanisation, conduite par les services préfectoraux (même si le CGQJ s'en est mêlé avec acharnement) a été un élément essentiel, même si elle n'a pas été évoquée lors de ce colloque. Pour ce qui est de l'aide, du sauvetage, des éléments ont été apportés, mais la question reste très largement à étudier. En particulier, les différences sont fortes >>>

>> suivant les régions entre les attitudes des organisations de résistance, des organisations caritatives. Et tellement de gens, qui ont pris des risques, sont restés anonymes.

En ce qui me concerne, j'ai présenté la situation de l'Yonne telle que je la connais aujourd'hui - en dépassant un peu mon temps de parole... ; malheureusement la plupart des intervenants étaient partis au moment de cette communication, la dernière du colloque. Il reste des questions sans réponse sûre, comme celle du nombre de juifs présents dans l'Yonne à un moment ou un autre entre 1940 et 1944, celle du nombre de juifs sauvés, cachés, dans le département. Si un lecteur de ces lignes a connaissance d'un de ces cas, qu'il n'hésite pas à nous le signaler. Un renseignement, même mineur, est très important. Il est certain que la situation de l'Yonne, proche de la région parisienne, a joué un rôle important.

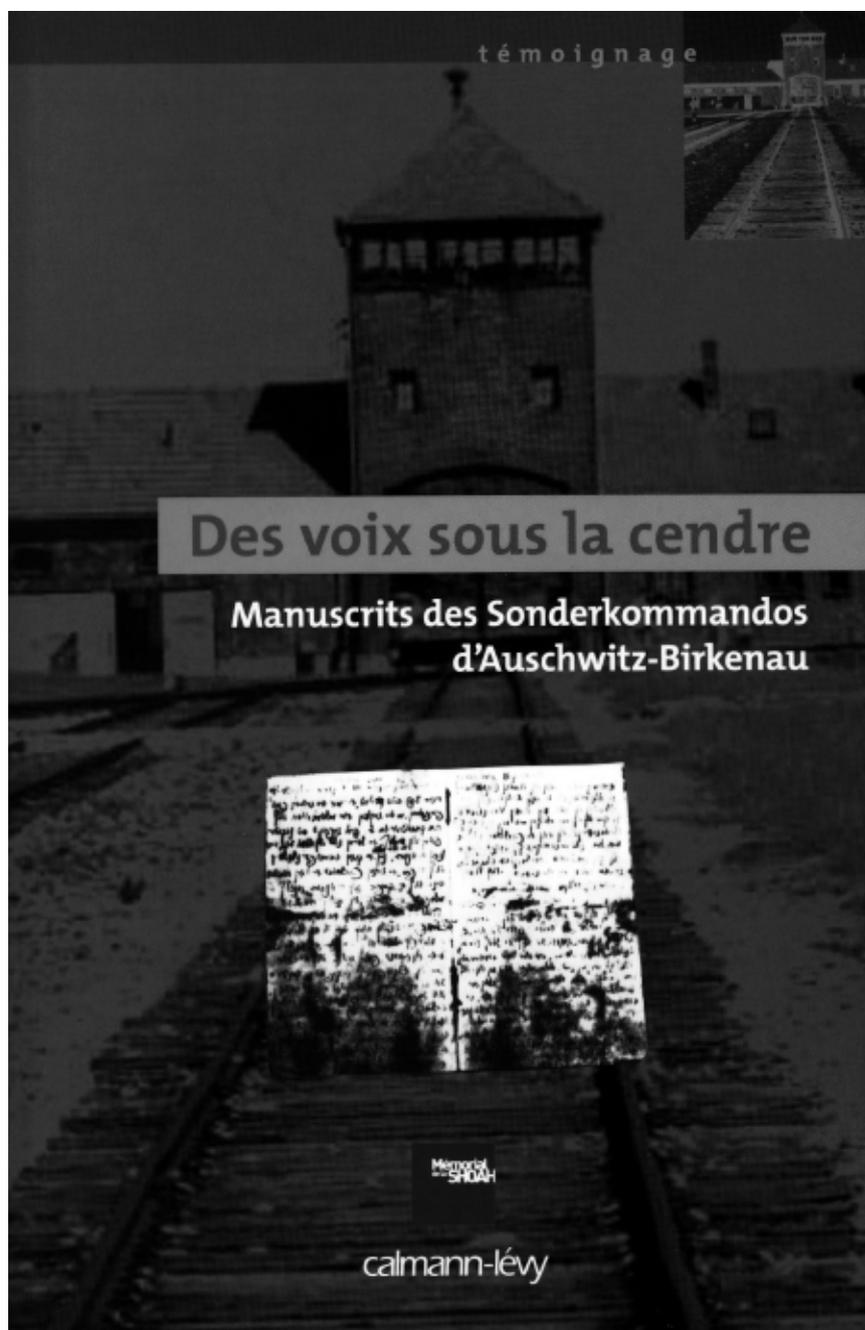
Les actes seront publiés l'année prochaine ; cela devrait faire un gros volume de 450 pages environ.

En conclusion, ce colloque a malgré ses limites eu l'avantage de faire connaître l'Yonne, et surtout de remettre cette question sur le chantier. Il faut continuer. ■

DES VOIX SOUS LA CENDRE

Manuscripts des Sonderkommandos d'Auschwitz-Birkenau

Co-édition Calmann-Lévy et Mémorial de la Shoah, Paris, 2005



par Bernard Dalle-Rive

Ce livre est un choc : un de plus dira-t-on quand on aborde le sujet de la Shoah ! Certes, mais c'est la première fois qu'un ouvrage est publié autour de ceux qui furent à la fois exécuteurs et victimes : les membres des sonderkommandos c'est-à-dire ceux qui, juifs pour la quasi-totalité d'entre eux, furent contraints de devenir les auxiliaires des nazis dans le processus de sélection et d'extermination chargés plus particulièrement de ceux que l'on « préparait » pour les gazages et qui, étape ultime, « vidaient » les chambres à gaz avant de brûler les corps dans les crématoires ou sur des bûchers.

Cet ouvrage est une compilation de textes d'historiens qui analysent des documents que l'on peut qualifier au sens étymologique d'extraordinaires : entre 1945 et 1980, on¹ retrouva enterrés à Auschwitz-Birkenau, le plus souvent près des crématoires, des manuscrits, protégés tant bien que mal de la dégradation par leurs auteurs qui les avaient enfermés dans des bouteilles ou des boîtes de récupération: en février 1945, celui de Haim Herman écrit en français mais non publié dans ce livre, en mars 1945 celui de Zalmen Gradowski, en yiddish, en avril de la même année celui de Lejb Langfus, également en yiddish ; en avril 1952 est découvert un texte non signé mais attribué à ce dernier auteur, en avril 1961 est mis à jour un premier texte de Zalmen Lewental (toujours en yiddish) puis un second de la même main en octobre 1962. Enfin, en octobre 1980 on découvre un manuscrit attribué à Marcel Nadsari (en grec) mais non publié ici. Tous ces hommes ont fait partie du Sonderkommando de Birkenau. Leurs écrits sont connus depuis relativement longtemps mais n'avaient connu jusque là que des publications partielles ou confidentielles, voire avaient suscité de la méfiance car ces témoignages posaient la « question complexe de la collaboration forcée des Juifs à leur propre extermination² ».

La structure du livre

Comme toutes les compilations, ce livre n'a pas d'unité sinon celle du sujet abordé : on y trouve bien sûr de larges extraits voire même l'intégralité de certains manuscrits mais aussi des mises au point

d'historiens (Georges Bensoussan, Philippe Mesnard et Carlo Saletti principalement mais qui ont dirigé toute une équipe de chercheurs français, polonais du musée d'Auschwitz ou israéliens de Yad Vashem) qui font le travail de présentation critique, de contextualisation, de recouplement et de mise en perspective avec d'autres témoignages. On y trouve également les témoignages de certains survivants des Sonderkommandos au procès de Cracovie en 1946, le témoignage

Durant son intervention, Serge Klarsfeld insista beaucoup sur le travail à faire pour comprendre la réalité de la persécution dans la France de 1940 à 1944.

auprès d'un historien d'un autre survivant, Yakov Gabbay, juif d'origine grecque. Enfin, des mises au point sont faites par les traducteurs à propos des difficultés de leur travail ; un tableau synoptique de la Shoah et une bibliographie sélective complètent classiquement le livre.

Les manuscrits

Le cœur de l'ouvrage est donc constitué de l'intégralité (mais certaines pages étant devenues illisibles, un gros travail de reconstitution a donc été nécessaire) ou de larges extraits de textes trouvés, à la fin de la guerre (donc après les marches de la mort et la libération d'Auschwitz) ou quelques années plus tard. Des textes moins élaborés sont d'auteurs inconnus ou attribués parfois à l'un des noms ci-dessous cités. Les trois textes majeurs sont signés de :

- Zalmen Lewental, un juif polonais né en 1918, originaire d'une famille très religieuse, déporté avec les siens en

novembre 1942 à Auschwitz ; toute sa famille est gazée dès son arrivée au camp et lui-même est transféré au Sonderkommando en 1943. Membre clandestin d'un réseau de résistance juive dans le camp, il participe à la grande révolte d'octobre 1944. Il fut porté disparu à cette occasion.

- Zalmen Gradowski avait enterré son manuscrit de 91 pages dans une gourde allemande près du crématoire III. Ce juif polonais était né en 1910 près de la frontière lithuanienne dans une famille également très pratiquante et sioniste fervente. Déporté en décembre 1942, il est affecté au SK en 1943. Il fut un des membres dirigeants de la révolte de 1944, au cours de laquelle il fut probablement tué.

- Lejb Langfus était originaire de Varsovie ; lui aussi avait reçu une éducation juive poussée qui lui permit d'occuper une fonction de rabbin à Makow (Pologne). Lui aussi est déporté et affecté au SK ; la date de sa mort est ignorée. Son manuscrit, et c'est l'exception par rapport aux autres, ne fut retrouvé qu'en 1970 car le

découvreur l'avait donné à son frère qui l'avait « oublié » dans son grenier. Sur les 62 pages, 20 sont illisibles et beaucoup présentent de nombreuses lacunes, rendant sa lecture difficile.

Le contenu et le style des manuscrits

Le récit de Zalmen Gradowski demande de la persévérance au lecteur : il est clair que l'auteur a voulu faire une œuvre littéraire tout autant que produire un témoignage : l'emphase et le pathos marquent un texte « *qui se conforme mal aux codes actuels de la mémoire*³ ».

L'historien y voit une mise à distance de la douleur et de l'horreur par un acte d'imagination littéraire qui lui permet de s'abstraire de la réalité pour mieux y revenir (« *passer du voir au dire* »)⁴.

Le manuscrit de Zalmen Lewental contient une description de l'activité du SK et de l'insurrection d'octobre 1944. Le style est confus avec de longues périodes sans ponctuation. La recherche

stylistique est ici absente d'autant que le texte comporte de nombreuses lacunes liées au mauvais état du manuscrit.

Lejb Langfus fait une compilation de notes qui racontent, de façon chronologique la période vécue entre le 31 octobre 1942, date de l'évacuation du ghetto de Makow par les Allemands, le transit vers Auschwitz, la sélection à l'arrivée et l'extermination à laquelle Langfus assiste, affecté depuis peu au SK. Deux textes, « *Les six cents jeunes garçons* » et « *Les trois cents femmes nues* » sont attribués par les historiens au même auteur.

Les questions soulevées par ces documents

Le lecteur peut légitimement se demander pourquoi ces juifs, désignés pour les « équipes spéciales », ont pu accomplir cette tâche : les différents auteurs évoquent le secret auquel ils étaient contraints sauf à subir eux-même une mort atroce, l'isolement d'avec les autres déportés qui leur assurait des conditions de vie plus « acceptables » et le sort « privilégié » (nourriture, vêtements), l'habitude, voire l'indifférence qui s'installait. Mais on découvre aussi que beaucoup basculaient dans la folie ou la dépression profonde, et souvent dans le suicide. On découvre aussi que les SS, lors de l'arrivée des convois choisissaient les nouveaux membres du SK après leur avoir suggéré, voire montré, où passait le reste de leur famille : l'anéantissement moral qui en résultait explique en partie pourquoi ils « acceptaient » leur terrible fonction.

Avant les opérations de gazage, ils sont souvent l'objet d'insultes de la part de leurs corréligionnaires car ils sont perçus comme des complices de l'extermination et l'incarnation du mal. En réponse, ils essaient d'adoucir les derniers instants de ceux qui vont mourir par des paroles et des gestes de compassion, voire par le mensonge sur ce qui attend les déportés de l'autre côté de la porte, tout en sachant qu'ils n'avaient pas le pouvoir de les sauver. Après la guerre des auteurs comme Primo Lévi, ce dernier cependant nuancé et compréhensif, estiment que ces témoignages sont forcément marqués par le souci d'expiation ou le besoin

de se justifier. Certains, comme Hannah Arendt, dénoncent, de manière radicale, une collaboration active pour sauver leur vie, en en faisant un « *couple indissociable des bourreaux*⁵ ».

D'autres avis sont à prendre en compte, notamment ceux exprimés dans des articles de la main de prisonniers polonais, publiés après la guerre, qui témoignent d'actes courageux de certains travailleurs du SK et de l'aide fréquente, parfois au risque de leur vie, qu'ils apportaient à des déportés malades par exemple.

L'ouvrage fait réfléchir sur l'image que les hommes du SK avaient d'eux-mêmes et là, les manuscrits cachés sont extrêmement précieux car rédigés alors que le terrifiant processus est encore en marche : il en ressort des sentiments, des souffrances, des pensées et des peurs qui ne peuvent pas autoriser des jugements lapidaires : au contraire, c'est l'humanité, l'émotion, la désespérance devant le désastre qui ressortent de ces lignes avec une obsession sans cesse répétée de léguer un témoignage historique de première main ; « *ils étaient convaincus qu'ils devaient léguer au monde une information crédible et précise sur la catastrophe qui s'abattait sur le peuple juif*⁶ ».

La révolte du Sonderkommando (7 octobre 1944)

Là où les jugements à l'emporte pièce et les condamnations sans appel ne tiennent plus, ce sont les faits qui se déroulent à Auschwitz en ce début d'automne 1944. Après Treblinka, le 2 août 1943 et Sobibor le 14 octobre 1943, la révolte du SK est la troisième des seules révoltes organisées et préparées, connues dans les camps d'extermination en Pologne. Des actes individuels de résistance avaient eu lieu préalablement mais jamais un soulèvement de cette ampleur n'avait eu lieu à Auschwitz. Sous la conduite du réseau général de résistance qui existait à l'intérieur du camp depuis 1942, des prisonniers et déportés, juifs et non-juifs, avaient l'intention d'organiser un soulèvement général en comptant sur l'avance de l'armée soviétique et sur le soulèvement polonais à

l'extérieur du camp. Le gazage massif de juifs hongrois, depuis le printemps avaient convaincu certains membres du SK de la nécessité d'entreprendre immédiatement une action armée, grâce à la complicité de femmes de la poudrière et de l'usine d'explosifs. Mais les chefs du réseau général de résistance prônent la patience et l'attente de conditions plus favorables pour déclencher le mouvement (l'arrivée de l'Armée rouge). Déçus et convaincus qu'ils ne comptaient que fort peu dans ce projet, les chefs du SK qui savaient que les nazis préparaient leur liquidation, décident de lancer seuls la révolte. L'affrontement avec les SS est bref mais et inégal. La répression est féroce : parmi les 451 tués juifs, les auteurs de certains des manuscrits : Zalmen Gradowski et Lejb Langfus. Ces faits vont donc à l'encontre des accusations de « collaboration » dont furent parfois l'objet les membres du SK après la guerre.

Comme le titre un des chapitres, ces hommes furent donc « *à l'épicentre de la catastrophe*⁷ ». 2000 juifs ont probablement été enrôlés dans le SK : pratiquement tous sont morts au camp, gazés au bout de quelques mois ou lors de la révolte d'octobre 1944, à de rares exceptions près. Ce livre a le mérite d'aborder un sujet mal connu car, longtemps, la réprobation a pesé comme une chape de plomb. La publication, en France, de ces manuscrits répare donc, en partie, cet oubli. Mais il n'est pas inutile de rappeler que c'est aussi un vrai livre d'historiens et pas seulement une pièce supplémentaire au galvaudé « devoir de mémoire ». ■

Notes

[1] Principalement une commission d'enquête de l'Armée rouge et un Polonais habitant près d'Auschwitz

[2] Carlo Saletti page 18

[3] P. Mesnard page 174

[4] idem

[5] Page 317

[6] Gideon Greif page 319

[7] Carlo Saletti page 327

Le concours national de la Résistance et de la Déportation 2010

par Joël Drogland

Pour le concours de 2010, le jury national a arrêté le thème suivant : « *L'appel du 18 juin 1940 du général De Gaulle et son impact jusqu'en 1945* ». Il est assorti, dans le BO n° 23 du 4 juin 2009 des commentaires suivants : « *À partir des circonstances et du contenu de ce texte fondateur, les candidats étudieront la portée de l'appel du 18 juin, ainsi que les engagements qu'il a suscités en France, dans l'empire français et à l'étranger* ».

La date des épreuves du concours a été fixée au mardi 23 mars 2010 pour les devoirs individuels. Depuis l'année dernière, les sujets proposés aux candidats sont établis par une commission académique à partir du thème national. Les travaux collectifs (réalisés par un groupe d'au moins deux élèves) devront être adressés par l'établissement scolaire à l'inspecteur d'académie le mardi 30 mars au plus tard.

Les circonstances et le contenu de l'appel du 18 juin 1940 font partie des programmes d'histoire des classes de 3^e et de 1^{ère}. Dans le cadre de la préparation du concours il sera possible et nécessaire d'approfondir l'étude de la situation de la France au printemps 1940 : la percée des Ardennes, Dunkerque, la ruée des divisions blindées vers la Seine puis la Loire, la débâcle de l'armée française, l'exode des populations civiles. Sur ce point une étude locale est tout à fait possible. Les combats de 1940 dans l'Yonne, les bombardements et l'Exode sont présentés et illustrés dans le cédérom édité par l'ARORY en 2004 puis dans le livre qui en a été le prolongement¹.

Les élèves pourront ainsi appréhender concrètement la catastrophe qui s'abat sur les Français, l'effondrement en quelques jours de tout un pays dans tous ses fondements. Il est alors possible de les inciter à étudier et à comprendre le débat qui s'ouvre dans les milieux des dirigeants politiques et militaires entre les partisans d'un armistice et ceux d'une capitulation. L'armistice est une décision politique qui fait porter la responsabilité de la défaite sur les responsables du gouvernement de la République. Il implique qu'on en accepte les condi-

tions et qu'un gouvernement reste sur le territoire métropolitain. C'est la solution défendue par Pétain qui a déjà fait le projet de ce qu'il appellera la Révolution nationale ; solution qui le conduira à collaborer pour tenter d'alléger les conditions de l'armistice. La capitulation de l'armée est une autre solution, choisie par plusieurs Etats européens. Le gouvernement de la République pourrait gagner l'Afrique du Nord et continuer la guerre aux côtés des Anglais : c'est la solution défendue par Paul Reynaud, George Mandel et de Gaulle. Le débat est fondamental ; on en connaît l'issue².

Le texte de l'appel fait souvent l'objet d'une explication de document dans le cadre du cours d'histoire, plus particulièrement en 1^{ère}. On insistera sur son caractère visionnaire (« *Cette guerre est une guerre mondiale* » affirme de Gaulle alors qu'elle ne le sera vraiment que 18 mois plus tard) et sur son

analyse géopolitique ainsi que sur la biographie de son auteur. Constatons qu'on se trouve ici dans une approche très générale, qu'il ne peut guère en

Depuis l'année dernière, les sujets proposés aux candidats sont établis par une commission académique à partir du thème national.

être autrement et que ce fait incite à se montrer critique envers le thème choisi. Il impose en effet de reprendre des généralités historiques et rend très difficile, voire impossible, de faire travailler les élèves à l'échelle locale ou départementale ce qui entraîne deux conséquences regrettables :

- La préparation perd son caractère le plus passionnant, celui qui consiste à initier les élèves à une vraie recherche historique à partir de documents originaux ou de témoignages locaux ;
- Il est à craindre que les travaux de groupe soient

» assez identiques les uns aux autres, puisant aux même sources générales découvertes après avoir tapé « appel du 18 juin » sur un moteur de recherche, Google dans la plupart des cas !

La portée de l'appel du 18 juin ouvre bien des voies possibles. On évitera d'entrer dans la polémique latente entre résistants de l'extérieur et résistants de l'intérieur en attribuant à de Gaulle la fondation de toute la Résistance. Une Résistance intérieure est née dès l'été 1940 en dehors de tout contact avec le général de Gaulle³ et la Résistance intérieure, les grands mouvements de zone Sud en particulier sera toujours plus ou moins en conflit avec de Gaulle qui lui imposera l'unification (ce sont les objectifs des missions de Jean Moulin qui suscitent les vives tensions avec le mouvement Combat et Henri Frenay) et la soumission.

On se tournera donc vers l'étude des engagements dans la France Libre⁴. L'appel du 18 juin a été peu entendu même si les reconstructions de la mémoire conduisent certains témoins à croire l'avoir entendu. Mais l'existence d'un général qui refuse l'armistice, la collaboration et entend « résister » a été assez vite connue. Un livre passionnant est entièrement consacré à des parcours individuels d'hommes qui se sont engagés très tôt et ont rejoint de Gaulle⁵. Deux livres récents peuvent être consultés pour les quelques pages où ils montrent l'espoir que suscite de Gaulle chez ceux qui veulent continuer la guerre. Le premier est celui d'Agnès Humbert, une des toutes premières résistantes de France (réseau du Musée de l'Homme) dont le journal a été récemment réédité⁶. Le second est le

L'appel du 18 juin a été peu entendu même si les reconstructions de la mémoire conduisent certains témoins à croire l'avoir entendu.

livre de Daniel Cordier qui fut secrétaire de Jean Moulin⁷, dont les premiers chapitres racontent le départ de quelques jeunes Français pour Londres en juin 1940. La première moitié de ce gros livre passionnant nous fait pénétrer de façon très vivante et précise dans le monde des premiers Français libres.

Il sera très difficile dans notre département d'aborder des aspects locaux. Néanmoins on pourra consulter dans notre cédérom la biographie de Julien Vignault. On pourra aussi inclure dans le sujet l'aventure qui se termine souvent par un drame de tous ceux qui voulurent rejoindre la France libre en passant par l'Espagne. Le dossier du présent numéro ouvre de nombreuses pistes. Les aspects politiques et institutionnels de la France libre n'intéresseront sans doute guère les élèves, pas plus que le conflit entre Giraud et de

Gaulle ou ses relations avec les Alliés. Ils seront sans doute conduits à présenter les divers combats de la France libre en Afrique (épopée de Leclerc), sur les mers (Forces navales françaises libres), dans les airs (escadrille Normandie-Niemen). Ils suivront la 2^e DB de la Normandie à Berchtesgaden en passant par Paris. C'est dans cette partie qu'il est à craindre que beaucoup de dossiers se ressemblent.

On peut aussi soutenir une interprétation plus large du sujet et s'intéresser aux missions de la France Libre en France (premiers réseaux, parachutages) et même aux missions de Jean Moulin ou à bien d'autres aspects de la Résistance qui peuvent toujours être reliés au général de Gaulle.

Bon courage à tous, élèves et professeurs qui se lanceront dans l'aventure. ■■■

Notes

[1] Le cédérom a pour titre *La Résistance dans l'Yonne*. Il permet aux élèves de créer leur propre parcours de recherche et il fournit des sources auxquelles il est possible de recourir aux archives départementales ou dans les bibliothèques. Le livre *Un département dans la Guerre. Occupation, Collaboration et Résistance dans l'Yonne* propose des développements plus synthétiques. La plupart des CDI ont acquis ces publications qui restent disponibles. On peut aussi se reporter au site de l'ARORY (arory.com).

[2] Les ouvrages fondamentaux demeurent ceux de Robert Paxton, *La France de Vichy*, Le Seuil, 1973 et de Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération*, Le Seuil, 1979 et nombreuses rééditions.

[3] Robert Belot a même consacré un gros ouvrage, *La Résistance sans de Gaulle*, Fayard, 2006, à des aspects peu connus d'une Résistance souvent même antigaulliste.

[4] L'ouvrage fondamental et indispensable dans le cadre de la préparation au concours est celui de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *La France Libre. De l'appel du 18 juin à la Libération*, Gallimard, 1996. L'histoire précise de l'appel, texte original, modifications imposées par les anglais, texte communiqué le lendemain aux quotidiens britanniques est exposée pages 48 à 54. On peut aussi consulter les premières pages des *Mémoires de guerre* du général de Gaulle, Paris Plon, 1956 et la biographie de Jean Lacouture, *De Gaulle*, tome 1, Le Rebelle, Le Seuil, 1984.

[5] Daniel Rondeau, *Des Hommes libres. 1940-1945, Histoire de la France Libre par ceux qui l'ont faite*, Grasset et Fasquelle, 1998

[6] Agnès Humbert, *Notre Guerre, Souvenirs de Résistance*, Tallandier, 2004.

[7] Daniel Cordier, *Alias Caracalla, Témoins*, Gallimard, 2009. En particulier les 241 premières pages.